

# *l'Anti*capitaliste

N°68 | SEPTEMBRE 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



## NOIRS AMÉRICAINS, UNE RÉVOLTE QUI VIENT DE LOIN



LA GRÈCE APRÈS  
LA CAPITULATION DE TSIPRAS



TRAVAIL DOMINICAL ET NOCTURNE :  
LE COMMERCE RELÈVE LA TÊTE



ENTRE LIBÉRALISME ET  
POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ : LA CRISE  
DES UNIVERSITÉS FRANÇAISES

## EDITORIAL

**Jean-Philippe Divès** Grèce Face à la capitulation de Tsipras **P3**

## PREMIER PLAN

**Claudio Katz** La Grèce sous un regard latino-américain **P4**

## ACTUALITE

**Laurent Degoussé** Travail dominical et nocturne **Le commerce relève la tête** **P8**

**Laurent Ripart** Entre libéralisme et politiques d'austérité **La crise des universités françaises** **P10**

**Merce Amado, Francesc Queralt** Les esclaves de Telefónica-Movistar se rebellent **P13**

## DOSSIER

**Galia Trépère** Noirs américains, une révolte qui vient de loin **P17**

**Stan Miller**

Une années de mobilisations contre les assassinats policiers et le racisme **P18**

**Stan Miller**

La Guerre de Sécession, ou comment les esclaves mirent fin à l'esclavage **P21**

**Xavier Guessou** Mouvement ouvrier et racisme **Retour sur les années 1930 et 1940** **P24**

**Galia Trépère** Face à la ségrégation et à la terreur raciste **Le mouvement des droits civiques** **P26**

**Galia Trépère** 1964-1968 **La révolte des ghettos** **P28**

**Galia Trépère**

Le peuple afro-américain à la recherche des voies de son émancipation **P30**

**Stan Miller** Des années 1970 à nos jours : répression, chômage, incarcération **P32**

## LECTURES

**Georges Ubbiali** « Les vingt ans qui ont changé la CGT », un livre utile **P34**

## FOCUS

**Henri Wilno** Chine Apocalypse écologique et crise multiforme **P36**

## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NPA2009, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

| Tarif standard                          |                 |                |
|-----------------------------------------|-----------------|----------------|
| Revue mensuelle                         | 6 mois 22 euros | 1 an 44 euros  |
| Revue + Hebdo                           | 6 mois 50 euros | 1 an 100 euros |
| Tarif jeunes/<br>chômeurs/<br>précaires |                 |                |
| Revue mensuelle                         | 6 mois 18 euros | 1 an 36 euros  |
| Revue + Hebdo                           | 6 mois 38 euros | 1 an 76 euros  |

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :  
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

| Tarif standard                          |                        |  |
|-----------------------------------------|------------------------|--|
| Revue + Hebdo                           | 25 euros par trimestre |  |
| Tarif jeunes/<br>chômeurs/<br>précaires |                        |  |
| Revue + Hebdo                           | 19 euros par trimestre |  |

## L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction:  
contact-revue@npa2009.org

### Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

### Diffusion:

01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration:

01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire:

0519 P 11509

### Numéro ISSN:

2269-370X

### Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage:

3 000 exemplaires

### Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

Paris, 28 mai 2015 : manifestation des salarié-e-s en grève de l'AP-HP contre le projet Hirsch de remise en cause de leurs droits aux congés. La mobilisation reprendra-t-elle à l'automne ? Photothèque rouge/JMB.



GRÈCE

# Face à la capitulation de Tsipras

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Beaucoup a déjà été écrit sur la capitulation du gouvernement Tsipras, ses conséquences et les risques qu'elle fait encourir.<sup>1</sup> Il reste sans doute à mesurer pleinement ce qui vient de se produire. Mais pour cela, il faut d'abord répondre à ceux qui cherchent à ce gouvernement des excuses, en relativisant sa responsabilité et en laissant entendre qu'il pourrait encore prendre à l'avenir une autre voie si la situation devenait moins adverse (après tout, Tsipras a signé le nouveau mémorandum « un pistolet sur la tempe » et en affirmant qu'il n'y croyait pas...) Un premier argument dans ce sens insiste sur l'énormité des pressions exercées par les dirigeants de l'Union européenne : Tsipras et la direction de Syriza voulaient réellement mener une autre politique mais, enfermés dans une stratégie erronée (celle du « bon euro »), ils ont été subjugués par l'imprévue et cruelle inhumanité de leurs interlocuteurs.

Mais la valeur d'un dirigeant et d'un parti se mesure précisément à leur capacité à agir dans des conditions difficiles et, par-dessus, quand vient le moment inévitable de l'affrontement à un capitalisme, impérialiste et néolibéral qui n'est ni « gentil », ni raisonnable et coopératif ! Comme l'écrit l'historien marxiste Perry Anderson, « en appelant à voter Non, et en exigeant un Oui docile moins d'une semaine après, Syriza a retourné sa veste aussi vite que les crédits de guerre avaient été votés par la social-démocratie en 1914, même si, cette fois-ci, une minorité du parti a sauvé son honneur ».<sup>2</sup>

Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza et de sa Plateforme de gauche, note de son côté que « le mot capituler est sans doute faible » : « Syriza a choisi, dès le début, de s'adapter à l'europhobie et d'avoir une stratégie électorale à court terme » ; défendre une autre orientation aurait demandé « un certain courage politique, chose dont Tsipras et la majorité de la direction de Syriza se sont révélés être totalement dépourvus. »<sup>3</sup>

Eric Toussaint, qui a présidé aux travaux de la commission d'audit de la dette formée sur décision du parlement grec, porte un jugement terrible en racontant comment Tsipras et les principaux dirigeants de Syriza avaient été effarés de leur succès électoral de juin 2012, qui les avait placés à deux doigts du pouvoir alors même que leur programme de l'époque risquait de les entraîner dans une confrontation qu'ils ne voulaient pas avec l'UE et la bourgeoisie ; raison pour laquelle ils avaient délibérément choisi d'abaisser ce programme (à travers celui dit de Thessalonique) afin de le rendre compatible avec « les règles de l'Europe ».<sup>4</sup>

Un autre argument, plus subtil, a été mis en avant par les dirigeants de Podemos en Espagne et du Parti de gauche en France. En gros, Syriza ne pouvait pas faire grand-chose car la Grèce ne représente que 1,5 % du PIB de l'UE (2 % de celui de la zone euro). Selon Pablo Iglesias, à 14 % de PIB de la zone euro (et 12 % de l'UE), l'Espagne sous un gouvernement Podemos ne pourrait pas non plus faire des merveilles, juste quelques réformes acceptables par les autres gouvernements européens ; et encore faudrait-il pour cela « tordre le bras » du PSOE (le parti socialiste) de façon à lui imposer un changement d'orientation et un accord de gouvernement.<sup>5</sup>

Le Parti de gauche est plus optimiste. Après s'être demandé si Tsipras avait un autre choix, ses deux co-secrétaires



« OXI » : non au mémorandum, à l'austérité et à la recolonisation ! DR

nationaux, Eric Coquerel et Danielle Simonnet, affirment que « par contre, si nous gouvernons demain la France, deuxième puissance économique en Europe aux marges de manœuvre infiniment plus élevées que la Grèce, alors oui il serait une faute de ne pas prévoir de plan B. »<sup>6</sup>

En partie juste quant aux capacités économiques, cette affirmation ne l'est nullement au niveau politique. Précisément parce que le poids de la France est bien plus important, la réaction de la bourgeoisie, française (avec son Etat) comme européenne et internationale (avec leurs institutions civiles et militaires), serait aussi ou plus violente – fuite de capitaux, sabotage économique, menaces et manœuvres de déstabilisation de tout type...

On a également entendu ça et là que le soutien européen ayant été déficient, nous aurions ici aussi une part de responsabilité. Il est vrai que la solidarité internationale est en fort recul, une situation que nous ne sommes pas à ce stade parvenus à modifier. Mais le soutien des travailleurs et des peuples à la Grèce ne pourra se développer que s'il y a une lutte, une volonté de confrontation, une perspective émancipatrice – tout ce qui a fait et fait défaut au gouvernement de Syriza et de ses alliés bourgeois du parti ANEL.

Aujourd'hui, cette solidarité doit et peut se manifester avec la gauche de résistance, fidèle au Non massif du 5 juillet 2015, représentée par la Plateforme de gauche de Syriza, par Antarsya et par toutes les forces du mouvement social qui se mobilisent contre le nouveau mémorandum de Tsipras. □

1 Voir à ce sujet les éléments apportés par Claudio Katz dans cette édition de notre revue.

2 <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/220715/la-debauche-grecque-par-perry-anderson>

3 <http://www.revue-ballast.fr/stathis-kouvelakis/>

4 Dans son intervention – le 13 août 2015 à Lasalle, dans le Gard – qui peut être visionnée sur <http://www.anti-k.org/2015/08/19/eric-toussaint-president-du-cadtm-pourquoi-alexis-tsipras-a-capitule-video>.

L'orateur y affirme de surcroît que des ministres clés du gouvernement sont « liés au lobby bancaire ».

5 Voir son intervention sur <https://www.youtube.com/watch?v=730LBBehnK8&sns=fb&tapp=desktop>

6 <https://www.lepartidegauche.fr/edito/dix-jours-qui-ont-ebriole-europe-ce-n-est-pas-fini-33074>

# La Grèce sous un regard latino-américain

PAR CLAUDIO KATZ

*A bien des égards, la Grèce traverse aujourd'hui une situation similaire à celle qu'ont connue des pays d'Amérique latine. C'est ce qui donne un intérêt particulier au regard porté ici par l'économiste marxiste argentin, Claudio Katz. Cet article (titre original « Grecia con ojos latinoamericanos », <http://katz.lahaine.org/?p=256>, repris sur de nombreux sites et blogs latino-américains ou de langue castillane, a été traduit par Jean-Philippe Divès*

**L**e vote au Parlement du troisième mémorandum a conclu un autre chapitre du drame que vit la Grèce. L'enthousiasme généré par la victoire du Non dans le référendum a laissé place de façon abrupte à la frustration suscitée par la capitulation de Tsipras. Mais l'issue finale reste à venir. Si la bataille contre le nouveau plan d'austérité regagne en intensité, l'espoir d'une résistance à la Troïka renaîtra.

L'expérience latino-américaine de lutte contre les mêmes ennemis apporte trois leçons utiles pour la conjoncture hellénique. Premièrement, dans des situations critiques les directions timorées jouent un rôle terriblement négatif ; pour changer l'histoire il faut des dirigeants courageux – comme Fidel ou Chávez. Deuxièmement, les diktats du FMI peuvent être rejetés, mais à la condition de construire une conscience populaire de rupture avec les banquiers et non des illusions de réforme de l'eurozone. Troisièmement, dans une situation de catastrophe économique, il est indispensable de suspendre le paiement de la dette pour retrouver de l'oxygène et de la croissance.

## DES CRUAUTÉS PRÉMÉDITÉES

La définition judicieuse du nouveau mémorandum comme un coup d'Etat de l'Eurogroupe a immédiatement circulé sur les réseaux sociaux. Un hebdomadaire allemand l'a défini comme « un catalogue de cruautés ». Il est plus violent que tous les précédents et inclut des garanties

supplémentaires d'ajustement fiscal. Les exigences d'excédent fiscal pour payer la dette sont brutales. L'augmentation de la TVA a été généralisée, l'âge du départ en retraite repoussé et les aides aux plus petites retraites supprimées. S'applique également un impôt sur les petites propriétés, qui transforme les familles appauvries en locataires de leurs propres foyers, tandis

grande échelle. Le bradage des ports est complété par la vente de la compagnie nationale d'électricité. L'argent collecté par ce pillage sera remis à un fond géré par les banquiers. Ils a finalement été décidé de superviser cette expropriation depuis Athènes, plutôt que de la gérer dans le paradis fiscal du Luxembourg. Le vieux plan allemand consistant à s'emparer des îles



Grèce 2015, la campagne pour le Non. DR.

que la suppression du moratoire sur les expulsions locatives conduira à une explosion de leur nombre.

Le nouveau programme restaure un néolibéralisme féroce. Il promeut la flexibilisation du travail, facilite les licenciements et restreint la négociation collective. Il libère également les prix des produits de première nécessité et favorise une ouverture commerciale destructrice.

Les privatisations sont réintroduites à

les plus appréciées par les touristes se met en marche.

Le programme inclut des garanties obligeant à respecter tout ce qui a été signé. Le plus petit écart déclenchera des sacrifices supplémentaires. La tant attendue restructuration de la dette a disparu, il ne reste que de vagues promesses de se pencher sur la question dans le futur, alors même que la contraction de l'économie aggrave le passif.

Le FMI estime que la dette bondira en peu de temps de 175 % à 200 % du PIB. Toute révision future de cette charge aggravera les transferts de propriété au capital étranger. L'objectif explicite de cette démolition était d'humilier Tsipras. Merkel le pousse à gouverner avec la droite, en le transformant en un autre dirigeant social-libéral dépourvu de légitimité. Elle espère démoraliser la population, détruire Syriza et faciliter le retour au pouvoir des conservateurs.

La dureté de la Troïka constitue à l'évidence une vengeance après le référendum. Elle sanctionne le défi introduit par cette consultation et réaffirme que la démocratie est incompatible avec la dictature de l'euro. L'Eurogroupe ne tolère pas le résultat très clair de ce vote dans le pays berceau de la démocratie.

Le nouveau mémorandum enterre les derniers vestiges de souveraineté de la Grèce et transforme son Parlement en une succursale de Bruxelles. Toute initiative législative devra désormais avoir le blanc-seing des dirigeants de la Troïka. Leurs envoyés superviseront les comptes publics et, comme dans les années 1990 en Argentine, convoqueront dans l'urgence les parlementaires pour faire voter leurs exigences.

#### ALLEMAGNE ET ETATS-UNIS

Une impression assez générale est que l'inflexibilité monétaire allemande serait un legs du cauchemar inflationniste ayant précédé le nazisme. D'autres interprétations insistent sur le dogmatisme économique ou sur l'aveuglement politique.

Mais la rigidité de Merkel n'est pas un caprice. C'est l'instrument qu'utilise l'Allemagne pour renforcer sa prééminence et contrôler les prochains pas de l'unification fiscale et bancaire de l'UE. Elle recourt à des recettes déflationnistes pour assurer sa primauté exportatrice et créditrice, à travers une monnaie continentale forte.

La puissance germanique a besoin d'une artillerie économique qui supplée son indigence militaire et sa faiblesse géopolitique. Elle ne bénéficie pas de la protection du Pentagone pour inonder le monde de dollars et doit se subordonner la France dans la cogestion de l'Union européenne. Cette supériorité est pour elle vitale face aux négociations imminentes sur la permanence de la Grande-Bretagne dans l'Union.

L'Allemagne frappe la Grèce pour adresser un avertissement à tous les peuples du

Vieux continent. Pendant cinq mois, elle a refusé toute concession à Syriza et coupé l'approvisionnement en liquidités des banques grecques, comme mesure de rétorsion face à l'insubordination envers l'austérité régressive permanente.

Les Etats-Unis interviennent d'une autre façon. Ils agissent plus prudemment et prennent en compte les conséquences dangereuses d'une destruction de la Grèce. Ce pays héberge quatre bases de l'OTAN, a toujours des sujets de conflit avec la Turquie et dispose de plus de sous-marins, d'avions et de troupes que beaucoup d'acteurs de la région.

Obama a enregistré le fait que la faillite de la Lybie lui a fait perdre tout contrôle sur les flux d'immigration en Europe. La Grèce est un Etat tampon pour l'immense masse des réfugiés qui afflue d'Afrique et du monde arabe. Elle se situe en outre sur la route d'un projet de gazoduc et participera activement à l'exploitation future du gaz côtier.

La Grèce dispose d'un vote clé au sein de l'Union européenne. En recherchant un soutien économique de la Russie, elle pourrait utiliser ce levier pour gêner l'application des sanctions mises en oeuvre par l'alliance occidentale depuis le début de la crise ukrainienne. Le Département d'Etat est également préoccupé par les appétits chinois pour le port du Pirée.

Mais ces dangers n'expliquent qu'en partie les réserves d'Obama face à la virulence germanique. Les Etats-Unis déploient un double jeu combinant soutien à la Troïka et affaiblissement de leur principal rival économique en Europe. C'est la raison pour laquelle le FMI exige des banques allemandes qu'elles prennent à leur compte une partie de la faillite grecque, en plaidant pour une réduction de 30 % de la dette et une période de grâce de 20 ans, que les ces banques auraient à financer.

Mais la principale crainte d'Obama est une déstabilisation générale du vieux continent. L'étranglement de la Grèce sape la légitimité d'un projet européen dont la base de soutien social se rétrécit. La victoire du Non dans le référendum a réaffirmé l'hostilité populaire à un modèle d'unification néolibérale souvent contesté dans les urnes. Depuis le Traité constitutionnel de 2005, ce mécontentement est devenu plus visible.

La crise hellénique se développe dans un scénario international convulsif, que la Grèce pourrait utiliser pour faire valoir ses demandes. Mais pour cela, il faudrait le courage qui a précisément manqué à

Tsipras.

#### CAPITULATION ET REGROUPEMENT

La conduite du leader de Syriza passera à l'histoire comme un exemple pathétique de reddition. La capitulation a été prononcée dès le lendemain de la victoire du Non. Au lieu de remplir le mandat donné par ce vote, Tsipras s'est engagé dans une action frénétique pour le Oui, en reléguant aux oubliettes toutes ses convictions.

Pour s'attirer les bonnes grâces des créditeurs, il a exigé que la majorité victorieuse se subordonne à la minorité vaincue. Il en a appelé à une droite en déroute pour faire adopter immédiatement par le Parlement le plan d'austérité élaboré par Hollande.

Cette soumission n'était cependant pas suffisante et Merkel a exigé une subordination encore plus honteuse. Tsipras a alors approuvé les mêmes textes qu'il avait dénoncés des années durant et s'est mis à genoux devant les ennemis qu'il avait promis d'affronter. Il a fait exactement le contraire de ce que font tous les dirigeants engagés aux côtés de leur peuple, qui prennent des risques et se confrontent à l'ordre impérial.

Tsipras prétend que « l'on a évité le pire », sans expliquer en quoi cela consisterait. Il justifie aujourd'hui « l'austérité à visage humain » qu'il avait tant de fois dénoncée. Il sait, en outre, l'inutilité du nouveau plan d'austérité. Car l'économie grecque se trouve dans un état d'épuisement absolu et ne peut pas supporter de nouvelles compressions. L'effondrement du PIB a atteint les 25 % et le chômage des jeunes est de 52 %. On estime que 45 % des retraités et 40 % des enfants sont tombés sous le seuil de pauvreté.

La chirurgie fiscale à laquelle la Grèce a été soumise est déjà deux fois et demie supérieure à celle subie en Espagne et aucun économiste ne s'aventure à prédire de la croissance. Pendant qu'ils s'approprient le pays, les crédateurs continuent à empocher à un guichet ce qu'ils déboursent à un autre.

Mais le nouveau mémorandum peut faire resurgir la résistance sociale, que l'on perçoit déjà dans les grèves du secteur public. Il faudra voir la réaction de la population face à un virage politique qui génère de la perplexité. Au vu de ce qui s'est passé ces dernières années, il y a une marge pour de grandes surprises. La victoire du Non a illustré l'extraordinaire capacité de



riposte d'un peuple qui, au milieu d'un blocage bancaire et des campagnes de peur, a écrasé la droite. Les 60 % de rejet ont stupéfié le monde atteignant 85% parmi les jeunes.

Cette réaction a mis en évidence une expérience acquise au long d'extorsions répétées. L'agression de la Troïka dure depuis six ans, elle a imposé huit plans d'austérité, à travers quatre gouvernements. La capitulation de Tsipras a provoqué la plus grande déception de toute cette période, mais ce n'est pas le premier chantage auquel les travailleurs grecs font face. Tandis que les bureaucrates de l'Eurogroupe considèrent la Grèce comme une simple colonie de vacances, on voit resurgir la tradition héroïque de la résistance aux occupations coloniales et aux nazis.

Des analystes comparent le choc que la gauche traverse du fait de la reddition de Tsipras à la commotion qu'avait provoquée la première soumission de la social-démocratie aux guerres interimpérialistes. Cette analogie permet aussi de souligner le danger actuel d'une capitalisation du mécontentement populaire par les fascistes. Les groupes de choc d'Aube Dorée disposent déjà d'une représentation parlementaire significative et pourraient transformer l'impuissance gouvernementale de Syriza en une tragédie majeure.

C'est pourquoi il est urgent de reconstruire un pôle de gauche opposé à la capitulation officielle. Rendre visible rapidement un tel regroupement permettrait de contrebalancer le découragement généré par la reddition de Tsipras. Les premières expressions d'un tel pôle peuvent être décelées à travers les 32 députés de Syriza qui ont voté contre le mémorandum, les trois ministres remerciés et la centaine de membres du comité central ayant désapprouvé la capitulation.

Mais la nouvelle étape exige aussi de revoir les programmes et les stratégies de négociation.

#### L'ABSENCE DE PLAN B

Tsipras a accepté le chantage de la Troïka en présentant la sortie de l'euro comme la fin du monde. Il a affirmé qu'un tel retrait conduirait à une dégradation de l'économie, sans comparer cette possibilité avec la démolition que génère la permanence au sein de l'eurozone. Les scénarios de dévaluation, inflation, appauvrissement

et pénuries décrits en cas de « Grexit » omettent d'évaluer le terrible contexte actuel de l'arrimage à la monnaie unique.

Syriza a accédé au gouvernement en avançant le mot d'ordre très juste de « pas un sacrifice pour l'euro ». Il a affirmé sa disposition à maintenir le pays dans l'euro, mais sans contreparties d'austérité. Au bout de cinq mois de négociations, l'incompatibilité de ces deux objectifs est devenue manifeste. La coalition de gauche avait également refusé, à juste raison, le choix consistant à simplement restaurer la vieille drachme comme corollaire du modèle de dévaluation capitaliste proposé par certains économistes hétérodoxes (Krugman). Mais elle a opposé à cette solution la simple permanence dans l'euro, avec l'espoir que sa gestion soit assouplie.

Une telle illusion a recréé tous les mythes de l'europhisme bienveillant. Ces croyances supposent que les institutions unifiées du continent seraient intrinsèquement positives, malgré leur empreinte néolibérale. Au lieu de mettre en cause ces conceptions, Tsipras a maintenu le rattachement aveugle à l'euro. Il a renoncé à créer les conditions d'une éventuelle sortie de la zone euro si l'exigence austéritaire persistait. Il s'est en particulier refusé à concevoir un Plan B pour les négociations avec la Troïka.

Sur ce terrain, le contraste avec l'Amérique latine est riche d'enseignements. Dans cette région du monde, la gauche a toujours abordé la bataille contre l'austérité en exigeant la rupture avec le FMI. Bien sûr, les conditions de la lutte sont différentes. Mais pour les secteurs progressistes d'Amérique latine, il va de soi que la souveraineté économique et l'autonomie des organismes financiers sont indispensables afin de freiner les attaques des banquiers.

On sait à présent que sa volonté de rester à tout prix dans la zone euro a conduit Tsipras à rejeter le programme alternatif présenté au dernier moment par Varoufakis. Cette option incluait un contrôle des banques afin de lancer une émission limitée de quasi-monnaie complémentaire de l'euro. Il est important de pouvoir apprécier ce qui s'est produit lors de ces tentatives, puisque la Grèce et la Troïka reviendront à la table des négocia-

tiations lorsque le caractère non viable du nouvel accord aura été vérifié. C'est seulement à travers un Plan B que l'extorsion pourra être stoppée et l'éventuelle sortie de l'euro devenir une carte entre les mains du débiteur.

Il faut bien comprendre qu'un retrait grec de la zone euro représenterait pour la Troïka un énorme danger, que les banquiers cachent avec leurs prévisions d'une catastrophe qui ne toucherait que la Grèce. Ils savent pourtant qu'une telle issue pourrait déclencher un ébranlement financier général, si la contagion menaçait d'autres économies au bord de la cessation de paiement.

C'est pourquoi l'Eurogroupe avait également envisagé un « Grexit » ordonné, temporaire et protégé. Terrorisé par le chantage de Merkel, Tsipras n'a même pas voulu considérer cette possibilité. La Grèce peut s'appuyer sur la dangerosité



Argentine 2001, l'insurrection populaire. DR.

du scénario entourant la négociation. La Troïka a préparé un protocole de soutien financier pour les économies qui seraient les plus affectées par un éventuel « Grexit » (Chypre, Macédoine, Bulgarie, Roumanie, Bulgarie, Portugal). Mais elle ne pourrait pas éteindre le feu si l'incendie s'étendait à l'Italie ou à l'Espagne, ou menaçait la survie même de l'euro. L'essentiel de l'establishment allemand considère qu'une crise de ce type n'affecterait pas les banques recapitalisées depuis 2009. Mais d'autres secteurs alertent

sur la fragilité maintenue des groupes financiers, dans un cadre international de secousses boursières en Chine et de défaut potentiel de plusieurs pays (Puerto Rico, Ukraine). La question la plus critique est celle de l'issue du cycle de très haute émission monétaire qui a préservé le niveau de l'activité économique aux Etats-Unis et en Europe au cours des six dernières années.

La Grèce pourrait négocier dans d'autres conditions si elle avait préparé un ensemble de mesures nécessaires pour sortir de l'euro. Une série de pistes ont déjà été explorées, incluant des billets électroniques et un programme redistributif de conversion monétaire.

### LA COMPARAISON AVEC L'ARGENTINE

A mesure que la crise hellénique s'aggrave, le soulagement consécutif au défaut argentin acquiert une nouvelle ac-

de ressources fiscales pour stimuler la croissance s'est faite sur une base de départ régressive (méga-dévaluation et baisse des salaires) et dans le cadre d'un pari sur la reprise économique pour le moins hasardeux (réussi grâce à l'appréciation internationale des prix des matières premières). Mais ce précédent est utile pour rappeler que la suspension des paiements de la dette est une condition *sine qua non* afin de sortir du marasme.

Le gouvernement kirchnériste a coutume de diluer ces faits dans une présentation embellie de son modèle économique. Il laisse entendre qu'un tel dispositif permettrait à la Grèce de sortir de son cauchemar<sup>1</sup>. Mais cette solution inclurait deux éléments clés – la conversion monétaire et le désendettement – qui annulerait ce qui aurait été obtenu initialement en termes d'économies sur les paiements aux créanciers.

L'échange de titres a entériné [*en Argentine, NdTr*] la réduction d'une dette qui se trouvait déjà dévalorisée et a conduit à des réductions, dont l'étendue devrait toutefois être recalculée à la lumière des paiements additionnels effectués par la suite. Le litige en cours avec les fonds « vautours » illustre en outre les conséquences la décision d'accepter l'arbitrage des tribunaux de New York. Le choix ultérieur de payer rubis sur l'ongle les engagements du nouveau passif a entraîné une décapitalisation massive du pays. Le montant faramineux (173 milliards de dollars) des intérêts payés au cours de la dernière décennie a affecté l'investissement et nourri le redémarrage de l'endettement.

La Grèce devrait sélectionner très soigneusement ce qu'il lui convient de reprendre de l'expérience argentine. Elle dispose toujours de la possibilité de déclarer une suspension des paiements de la dette, avant de tomber dans le défaut chaotique qu'a traversé le cône sud latino-américain. Au lieu de répéter la répression qui a accompagné cet effondrement, elle pourrait regagner un soutien populaire à l'aide de nouveaux référendums légitimant la récupération de sa souveraineté financière.

En Argentine, les aspects frauduleux de la dette ont été effacés par les échanges de titres. En Grèce, au contraire, a été réalisé l'audit contemporain le plus complet. Cette investigation a prouvé l'escroquerie commise par les banques dans le but de financer leur propre sauvetage. Elle apporte nombre d'arguments utiles pour

réfuter l'infâme présentation des Grecs comme un peuple « irresponsablement dépensier ».

Les différences entre la Grèce et l'Argentine sont nombreuses et ont été signalées par divers analystes, mais elles ne déterminent pas l'issue d'un défi adressé à la Troïka. L'Argentine, dont la dette était répartie entre de multiples créanciers privés, n'a jamais fait défaut envers le FMI. Le passif hellénique a été étatisé sous gestion directe de l'Eurogroupe, ce qui implique un affrontement politique plus direct. Le contexte international stabilisé de 2001-2005 contraste également avec les turbulences de 2008-2015. Le traumatisme qui en Argentine s'est atténué en deux ans dure déjà en Grèce depuis six années. Et l'on ne peut pas non plus mettre un signe d'égalité entre une économie exportatrice d'aliments et une périphérie dépendante du tourisme. Mais les crises capitalistes qui font irruption dans des contextes différents conduisent fréquemment à des dilemmes similaires.

La nationalisation des banques est une condition nécessaire à une issue en faveur de la population. Cela ne s'est pas produit en Argentine, mais est très faisable en Grèce. L'Etat y est l'actionnaire majoritaire des principales entités et n'aurait qu'à exercer sa primauté pour recomposer des patrimoines, réviser des comptes et récupérer de l'argent utilisé de façon douteuse. Une telle initiative pourrait être menée conjointement à une réforme fiscale progressiste qui élimine les privilèges des armateurs et de l'Eglise orthodoxe.

Aucune de ces mesures ne figure aujourd'hui à l'agenda de la coalition gouvernementale. Syriza a perdu l'esprit de sa fondation. Son leader a fait le choix des puissants et abandonné les déshérités. La gauche a besoin d'autres fondements et d'une autre direction.

La Grèce continue d'attirer l'attention du monde entier. Elle est le théâtre de la plus importante expression de révolte en Europe depuis la révolution portugaise des années 1970. La nouvelle étape post-Tsipras sera parsemée d'interrogations, mais la gauche grecque peut compter avec certitude sur une importante solidarité d'Amérique latine. □



tualité analytique. Ce précédent confirme que la suspension du paiement de la dette est le seul moyen dont la Grèce dispose afin de sortir son économie de l'asphyxie. Seul un tel moratoire permettrait d'équilibrer les termes défavorables de la négociation. Le précédent argentin de 2002-2006 montre comment un desserrement des coûts externes permet d'utiliser les fonds initialement destinés aux créanciers afin de recomposer la demande interne.

Certes, dans le cas argentin, l'utilisation

<sup>1</sup> Le gouvernement de Cristina Fernández-Kirchner a critiqué les plans de la Troïka pour la Grèce et conseillé au gouvernement Tsipras – visiblement sans succès... – de faire comme l'Argentine dans les années 2000 [NdTr].

# Travail dominical et nocturne : le commerce relève la tête

PAR LAURENT DEGOUSÉE

*Après avoir été adoptée en force en avril dernier à l'Assemblée nationale via le recours à l'article 49-3 de la Constitution, la loi Macron a été votée le 12 mai par le Sénat puis de nouveau adoptée, toujours par l'emploi du 49-3, à l'Assemblée le 16 juin dès, fait inédit, le début de sa seconde lecture. La « loi sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques », c'est désormais cent quinze articles, dix-neuf ordonnances et autant de régressions à venir.*

**P**our Brecht, « dans toute idée, il faut chercher à qui elle va et de qui elle vient ; alors seulement on comprend son efficacité. » Quel lien peut- donc unir l'extension du travail

structurelles et accentuer la politique pro-business menée par le gouvernement, notamment via l'ANI et le Pacte de compétitivité.

minuit, facilitation du classement des centres commerciaux en zones commerciales pour pouvoir ouvrir toute l'année : voici les dispositions tant décrites relatives au travail dominical et



DR.

de nuit et du dimanche, l'abaissement des moyens de défense des travailleurs, la marchandisation du sang, les privatisations d'aéroports et l'octroi d'actions gratuites contenues dans la dite loi ? Réponse : satisfaire les injonctions de la commission européenne pour qui la France doit rattraper son retard en matière de réformes

## UNE RIPOSTE INÉDITE

Passage de cinq à douze dimanches annuels d'ouverture, création par les ministres compétents, (en passant y compris outre l'accord du maire concerné), de zones touristiques internationales qui pourront ouvrir cinquante-deux dimanches par an, tout comme les grandes gares, et ce jusqu'à

nocturne inscrites dans la loi Macron. Outre le fait qu'elles constituent une négation complète des engagements du PS dans l'opposition et du candidat Hollande, elles ouvrent la voie à une généralisation rapide du travail dominical et nocturne qui, à terme, nous mènera à la société 24/7 dont rêvent les capitalistes.



Le CLIC-P, cadre intersyndical implanté sur Paris, mène la riposte : les 14 novembre et 16 décembre 2014, ce sont deux à trois mille salarié-e-s du commerce, issus des grands magasins dont de nombreux démonstrateurs, de la parfumerie, de l'habillement et de la grande distribution, qui ont fait grève et manifesté. L'importance de ces mouvements, à l'échelle de ce secteur, n'est pas étrangère au refus de la mairie de Paris de soutenir l'extension des ouvertures voulue par le gouvernement.

Le Sénat, dominé lui par la droite, a sans surprise durci les dispositions en question en étendant le travail en soirée aux zones touristiques existantes et en instaurant le recours au référendum en l'absence d'accord syndical permettant l'ouverture dominicale : la même politique somme toute, mais à un degré plus élevé. Plus encore, un amendement, voté conjointement par la droite et les socialistes, autorise l'ouverture permanente de droit des commerces de biens culturels, c'est-à-dire sans volontariat, ni compensation !

#### UNE INTERPROFESSIONNALISATION À LA PEINE

On peut affirmer que c'est la persistance de la mobilisation, dans un secteur pourtant faiblement organisé, qui a conduit plusieurs unions régionales syndicales franciliennes à organiser une manifestation le 26 janvier dernier au moment de l'examen de la loi Macron par l'Assemblée. De même pour la journée de mobilisation interprofessionnelle du 9 avril où, à cette occasion, les fédérations CGT et FO du

commerce, respectivement première et troisième organisations de la branche, ainsi que la nouvelle fédération SUD Commerce, ont lancé un appel commun qui a permis une extension limitée de la mobilisation en régions.

En raison de la décision, en particulier de la CGT, de renvoyer toute nouvelle action interprofessionnelle, seule à même de bloquer l'adoption de cette loi, au 8 octobre, le CLIC-P, parfois rejoint par la CNT-SO et FO, a continué à porter seul la contestation. Pas moins de quatre rassemblements ont eu lieu depuis mai dernier, marqués entre autre par la participation de centaines d'employé-e-s de magasins de biens culturels.

Pour gagner le retrait de cette loi, il aurait fallu un mouvement du type de celui du CPE ou des retraites en 2010, (ce que le succès du 9 avril n'a pas permis d'impulser), ou bien une grève reconductible dans le secteur, sans doute autour des grands magasins parisiens, ce que la force de la grève du 29 mai dernier dans les magasins Fnac, qui a abouti au retrait de l'amendement généralisant le travail dominical en librairie, esquisse.

#### UNE MISE EN ŒUVRE SEMÉE D'OBSTACLES

Cette agitation a aussi permis de revenir sur les dispositions durcies par le Sénat. Le volontariat mis en avant par le ministre est un leurre : outre le lien de subordination consubstantiel à toute relation de travail, les exemples de volontariat plus ou moins forcé, à commencer par la faiblesse des salaires, abondent dans les entreprises

comme dans les permanences syndicales.

Quant aux compensations promises, y compris salariales, elles seront fonction des rapports de forces entreprise par entreprise puisque la loi prévoit néanmoins la nécessité d'avoir, sous deux ans, un accord syndical majoritaire pour pouvoir ouvrir chaque dimanche (le dit accord peut être trouvé à différents niveaux de négociation voire même, dans les entreprises de moins de onze salarié-e-s, passer par référendum).

La loi Macron, après un ultime passage au Sénat, a été définitivement adoptée au forceps le 9 juillet via l'utilisation, pour la troisième et dernière fois, du 49-3 : vous avez dit démocratie ? « Nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à aucune d'entre elles, car de chacune nous tirons une part de notre force et notre lucidité », écrivait Rosa Luxemburg. Tant au sein du CLIC-P que des équipes militantes opposées à ces ouvertures, l'expérience et la solidarité ainsi accumulées conduiront, à n'en pas douter, à des blocages, sur le plan juridique comme social, de ces dernières.

Ainsi, le fait que le conseil constitutionnel ait censuré, le 5 août dernier, le plafonnement des indemnités prud'homales versées suite à un licenciement abusif, une disposition ajoutée à la dernière minute par le gouvernement, est encourageant quant aux recours à venir devant cette juridiction ainsi que ceux devant le conseil d'Etat mais aussi sur un plan supranational, via l'OIT qui avait proclamé l'illégalité du Contrat nouvelle embauche en 2007. □

## Le CLIC-P, l'intersyndicale qui fait peur aux patrons

Créé en 2010, le Comité de liaison intersyndical du commerce de Paris regroupe, en 2015, les syndicats CFDT, CGT, SUD et UNSA parisiens ou franciliens du commerce (FO, sur une ligne d'auto-affirmation, l'a quitté en 2013 tout comme la CGC, la CFTC ayant été désaffiliée par sa centrale car jugée trop véhémente et ayant rejoint depuis l'UNSA). Sa création partait du constat que ce qui rapproche ces structures est plus fort que ce qui les divise et tenait compte du taux de syndicalisation très faible dans le commerce (2 %), un obstacle pour répondre à la violence des attaques des patrons de ce secteur.

Après plusieurs assemblées générales avec les militant-e-s respectifs des différentes organisations, une plate-forme commune a été adoptée : pas d'ouverture avant 9 heures, pas de fermeture après 19h30, pas d'extension du travail dominical, refus du temps partiel imposé et 200 euros minimum d'augmentation pour tous.

Le CLIC-P a fait vivre ce programme à travers l'organisation de plusieurs manifestations, dont une le premier jour des soldes, mais également de nombreux procès qui sont devenus sa marque de fabrique : d'abord face aux supérettes parisiennes qui bafouent le

repos dominical et ouvrent 7 jours sur 7, puis sur le travail de nuit avec Apple, les grands magasins, Uniqlo, Monoprix et surtout Sephora, ce qui a donné lieu à une âpre bataille juridique et médiatique ; ainsi que, plus récemment, contre l'ouverture dominicale illégale d'American Apparel ou des commerces de Bercy Village (un travail commun avec l'Inspection du travail étant également à l'œuvre). □

La page Facebook du CLIC-P : <https://www.facebook.com/ClicParis>

# Entre libéralisme et politiques d'austérité : la crise des universités françaises

PAR LAURENT RIPART

*Durant les quinze dernières années, les universités françaises ont été profondément remodelées par la mondialisation libérale. Alors que la guerre économique se déployait sur le terrain de l'enseignement supérieur et de la recherche, la France et les pays de l'UE ont cherché à se doter d'universités de taille suffisante pour concurrencer les grands établissements américains ou chinois. Le regard rivé sur « le classement de Shanghai », ils se sont engagés dans une politique de concentration et de marchandisation qui a entraîné le système d'enseignement supérieur et de recherche français dans une crise structurelle dont l'évolution pourrait constituer un facteur majeur d'instabilité sociale et politique.*

C'est en 2000, lors du sommet de Lisbonne, que les Etats de l'Union européenne ont posé les principes d'une réorganisation européenne de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le but de se doter de « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010 ». La première application concrète de cette politique fut l'adoption dans tous les pays de l'UE de la réforme « LMD » (licence, master, doctorat).

## LA DÉFERLANTE LIBÉRALE

Présentée comme un système d'équivalence entre les diplômes des pays de l'UE, cette réforme a en fait abouti à créer un « marché européen de l'enseignement supérieur et de la recherche », au sein duquel les universités ont vocation à promouvoir leurs « offres de formation » pour se disputer des étudiants, désormais pensés comme des clients à la recherche de la formation la plus compétitive possible.

Le deuxième volet de cette politique a été l'adoption en 2005 du « pacte de la recherche » qui a substitué aux vieux modèles publics de distribution des crédits de recherche, dans lequel le CNRS jouait un rôle central, de nouveaux modèles libéraux fondés sur la mise en concurrence des laboratoires. Les équipes et leurs chercheurs font désormais l'objet d'une batterie d'évaluations,

dont les résultats conditionnent l'obtention de financements attribués par des procédures concurrentielles fondées sur des appels d'offre. La recherche française a dès lors dû entrer dans une course aux contrats, qui a considérablement renforcé le poids des intérêts économiques, puisque l'essentiel des appels d'offres a été concentré dans les secteurs susceptibles de développer un potentiel de valorisation immédiat.

Ces premières contre-réformes prirent une nouvelle ampleur en 2007, lorsque Sarkozy transforma par la loi LRU les universités en agents économiques autonomes, rivalisant les unes avec les autres dans une logique libérale de marché. Bien que le gouvernement ait dû reculer sur sa volonté première de changer radicalement les statuts des enseignants-chercheurs, qui ont pour l'essentiel conservé leurs statuts de fonctionnaires, la loi LRU a mis en place des outils de dérèglementation qui apparemment désormais davantage les universités à des entreprises publiques qu'à de véritables administrations.

Par ailleurs, en faisant bénéficier à hauteur de 22 milliards d'euros les universités de son « grand emprunt », Sarkozy a non seulement contribué à creuser la dette publique, mais aussi à imposer un nouveau modèle de distribution de l'argent public radicalement inégalitaire et élitiste. L'argent du « grand emprunt »

a en effet été distribué à une petite minorité de laboratoires et universités, choisis parce qu'ils concentraient déjà les moyens les plus importants, ce qui a permis d'imposer une nouvelle logique de répartition des crédits au profit des plus riches, qui a considérablement accru les inégalités territoriales déjà importantes dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Alors qu'il avait promis durant sa campagne de remettre en cause cette politique, Hollande l'a largement poursuivie et amplifiée. En 2013, la loi Fioraso a accru l'influence dans l'enseignement supérieur du patronat, dont les représentants participent désormais à l'élection des présidents d'université. Afin de favoriser la concentration des universités, elle les a aussi contraintes à s'associer avec les établissements voisins, dans le cadre d'une fusion totale ou d'une « communauté universitaire d'établissements » (COMUE).

Les socialistes ont aussi rajouté au libéralisme les effets de leur politique d'austérité : loin de voir arriver les 5000 postes promis par le candidat Hollande, les universités ont fait l'objet de coupes d'autant plus efficaces qu'elles ont été largement maquillées. Si les budgets des gouvernements Ayrault et Valls affichaient en effet tous l'objectif d'un maintien des dotations de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'Etat

a en réalité diminué ses versements, puisque les dotations votées se sont trouvées systématiquement amputées par le biais de gels ou de reports de crédits ou encore par la levée de contributions ou de prélèvements sur les réserves des universités.

### DES UNIVERSITÉS EN CRISE STRUCTURELLE

Si les ravages des politiques d'austérité ont été fortement médiatisés, la crise que traversent aujourd'hui les universités est d'abord et avant tout le fruit de quinze ans de déréglementation libérale. Sommées de développer des politiques managériales, les universités ont été amenées à créer de nouveaux services qui ont fait exploser leurs coûts. L'ouverture du marché de la formation les a ainsi contraintes à se doter de services de communication et à recourir parfois même à de véritables campagnes promotionnelles. De même, les politiques de « professionnalisation » des formations, largement promues par le

cation des procédures d'évaluation, de la complexification des procédures d'appels d'offres, mais aussi de la logique même de la loi LRU qui a amené les universités à devoir gérer leurs masses salariales et leurs bâtiments, avec tous les coûts qui en découlent.

L'inefficacité des réformes libérales a toutefois trouvé son comble dans la politique de concentration des universités qui s'est soldée par la création de monstres ingérables, à l'exemple de « Aix-Marseille-Université » qui rassemble aujourd'hui sur 19 sites pas moins de 72 000 étudiants et 4200 enseignants. Loin de permettre des économies d'échelle, ce type de structure a entraîné de nouveaux besoins et une complexification considérable des fonctionnements. De même, en regroupant les établissements d'enseignement supérieurs d'une même académie dans une structure aussi parasitaire que lourde, les COMUE sont en train de donner naissance à une nouvelle bureaucratie autant coûteuse qu'inefficace.

prises à investir dans la recherche par le biais des « clusters » régionaux, du « crédit impôt recherche » ou encore des « fondations universitaires », ces dispositifs n'ont été utilisés par le patronat que comme de simples niches fiscales.

Particulièrement emblématique est le « crédit impôt recherche », dont l'élargissement a permis au patronat de bénéficier d'une niche fiscale de un milliard en 2006, de six milliards aujourd'hui et sans doute de neuf milliards demain, alors même que l'investissement en recherche des entreprises n'a cessé dans la même période de reculer ! Il en va de même pour les fondations, qui participent pour moins de 1 % au financement des universités et dont les fonds sont en réalité constitués à plus de 80 % par de l'argent public.

Au-delà des effets des politiques d'austérité, ces réformes libérales ont amené toutes les universités dans des situations financières désastreuses, la situation étant particulièrement intenable dans les établissements les plus petits

qui sont les grands perdants de la course aux contrats. Une université sur quatre est en déficit et se trouve de fait placée sous la tutelle de l'Etat, ce qui en dit long sur la réalité de « l'autonomie » des universités tant vantée par les gouvernements. La crise est d'autant plus profonde que les difficultés sont structurelles, puisque la loi LRU a placé les universités devant des défis financiers qu'elles ne peuvent relever. Les universités ont ainsi reçu avec la loi LRU la dévolution de leur patrimoine et se



Cortège étudiant dans une manifestation interprofessionnelles, en novembre 2007 à Paris. Photothèque rouge/JMB.

patronat, ont engendré des coûts nouveaux au moment où la réforme de la taxe d'apprentissage limitait les ressources de l'enseignement technologique.

Plus généralement, la libéralisation s'est accompagnée d'une nouvelle bureaucratisation, en raison de la multipli-

Si les dépenses des universités ont explosé, leurs recettes n'ont pas subi la hausse escomptée. Alors que les libéraux avaient pensé que les universités françaises pourraient, comme les grandes universités américaines, attirer des capitaux privés, la réalité fut toute autre. Bien que l'Etat ait incité les entre-

trouvent d'autant plus incapables d'assurer l'entretien de bâtiments souvent en état de délabrement avancé.

Ces difficultés se traduisent par une dégradation bien réelle des conditions de

travail des personnels, avec en particulier un développement important de la précarisation des jeunes chercheurs, mais aussi par une dégradation de l'accueil des étudiants. Les effectifs des TD se sont partout accrus, des filières entières ont été fermées et de plus en plus d'universités, qui constatent qu'elles n'ont pas les moyens d'accueillir tous les néo-bacheliers, mettent en place des *numerus clausus* pour brider la croissance de leurs premières années. Les universités françaises n'ont en fait pas les moyens de faire face aux 50 000 étudiants supplémentaires qui accèdent chaque année en France à l'enseignement supérieur, ce qui se traduit par le développement de l'enseignement supérieur privé dont les effectifs ont augmenté de 31 % entre 2005 et 2013.

#### **VERS LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION ?**

La crise du système est aujourd'hui telle que la majorité issue des élections de 2017 sera très certainement amenée à remettre en chantier une nouvelle réforme. Bien que les difficultés actuelles des universités soient le fruit des réformes libérales, la bourgeoisie n'a d'autre solution à proposer que d'aller encore un peu plus loin sur ce chemin, en augmentant sans doute cette fois-ci les droits d'inscription. Le gouvernement a en tout cas commencé à préparer le terrain en publiant en juin dernier un rapport de l'inspection des finances qui recommande de fixer le montant des droits d'inscription à 1000 euros par an, contre 184 euros aujourd'hui pour une inscription en licence.

L'affaire est toutefois délicate, car nul n'a oublié la gifle que la jeunesse française avait infligée en 1986 au gouvernement Chirac lorsqu'il avait voulu déplafonner les droits d'inscription par la loi Devaquet. Pour autant, le contexte a changé et les défaites répétées de ces dernières années ne peuvent qu'encourager les libéraux à aller plus loin. L'échec du mouvement contre les décrets de la loi LRU en 2009 a profondément démoralisé les personnels et la situation du mouvement étudiant s'est aussi fortement dégradée. En s'employant à éviter toute confrontation avec le gouvernement, la direction de l'UNEF a non seulement contribué à enliser le mouvement étudiant dans une spirale d'affaiblissement, mais a aussi

sapé ses propres bases comme en témoigne son affaiblissement électoral. Dans ce contexte de recul, le déclin de l'UNEF ne profite évidemment pas aux syndicats de lutte, mais à la corporatiste FAGE qui devrait sans doute bientôt devenir la première organisation syndicale étudiante.

Si les difficultés sont bien réelles, la jeunesse n'en reste pas moins sur la victoire du CPE en 2006 et l'issue d'une attaque libérale sur les droits d'inscription est des plus incertaines. Les militants anticapitalistes ont tout intérêt à se préparer dès aujourd'hui à un affrontement à moyen terme sur la question<sup>1</sup>.

Il y a en particulier beaucoup à apprendre des mouvements étudiants qui, du Canada au Chili en passant par l'Angleterre et l'Australie, ont vu récemment la jeunesse se mobiliser contre l'augmentation des droits d'inscription qui constitue partout la réponse de la bourgeoisie à la crise des universités. Du point de vue de la lutte des classes, la question des droits d'inscription est en effet centrale, non seulement parce qu'elle conditionne l'accès des classes populaires à l'enseignement supérieur, mais aussi en raison de son importance symbolique dans l'histoire du mouvement étudiant. Tout recul sur ce terrain constituerait pour la jeunesse une défaite majeure, qui permettrait à la bourgeoisie de s'autoriser de nouvelles et rapides avancées.

#### **POUR UN PROJET D'ÉMANCIPATION UNIVERSITAIRE**

L'état de crise des universités impose aux militants anticapitalistes de prioriser les luttes antilibérales pour la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. La question centrale est bien évidemment de sortir le patronat des universités, ce qui passe par la mise en place d'un financement 100 % public pour la recherche et l'enseignement supérieur, avec la suppression des niches fiscales constituées autour de la recherche pour en affecter le produit au budget de l'enseignement supérieur. Il s'agit aussi d'enlever au patronat son pouvoir sur la formation, ce qui implique la disparition des stages, puisqu'il n'y a aucune raison que l'entrée d'un jeune travailleur dans l'entreprise se fasse en dehors du cadre d'un véritable contrat de travail.

Pour autant, la nécessaire lutte contre les politiques libérales ne saurait être suffisante, dans la mesure où l'Univer-

sité est trop largement imprégnée par le corporatisme et le conservatisme, mais aussi par sa fonction de reproduction et de légitimation des inégalités, pour être réellement réformable. Il ne saurait y avoir de transformation révolutionnaire de la société sans repenser entièrement le système de recherche et de transmission des connaissances, ce qui pose évidemment la question de la sélection et invite à remettre radicalement en cause la pyramide de diplômes et de concours qui constitue l'un des principaux fondements actuels de la distinction sociale.

Dans l'Université comme ailleurs, la question démocratique est évidemment centrale. Héritières du corporatisme féodal, les universités fonctionnent selon un modèle mandarinal, où le pouvoir est accaparé par une poignée de vieux hommes blancs. Au-delà de mesures basiques de démocratisation, qui poseraient la question d'un pouvoir étudiant mais aussi de l'abolition du mandarinate par la création d'un corps unique d'enseignants et le principe du « une personne, un vote », l'enjeu est surtout d'ouvrir l'Université et de la mettre au service de la société. Parce que l'enseignement supérieur et la recherche jouent un rôle essentiel dans l'économie, ils ne peuvent s'organiser dans une société socialiste comme un corps autonome, mais doivent trouver leur place dans le cadre global d'une planification démocratique.

Enfin, la question de l'Université pose celle du statut de la jeunesse qui mérite une attention particulière puisque les conditions objectives d'existence des jeunes se sont considérablement dégradées. La réponse traditionnelle du mouvement étudiant est la création d'une allocation d'autonomie. Plus riche peut-être d'un point de vue transitoire serait la création d'un véritable salaire étudiant qui prendrait sa place dans un projet de « salaire à vie pour tous » comme le proposent les adeptes des théories de Bernard Friot. Dans une perspective émancipatrice, l'essentiel est sans doute en effet de ne plus séparer travail et formation pour les considérer comme différentes facettes d'un emploi au service de la société, mais aussi de son propre épanouissement personnel. □

<sup>1</sup> Voir le précieux petit ouvrage du Collectif ACIDES, « Arrêtons les frais ! Pour un enseignement supérieur gratuit et émancipateur », Paris, Editions Raisons d'Agir, 2015, 8 euros.

ÉTAT ESPAGNOL

# Les esclaves de Telefónica-Movistar se rebellent

PAR MERCE AMADO ET FRANCESC QUERALT

*La grève des travailleurs précaires de Telefónica-Movistar, la multinationale espagnole des télécommunications, a constitué outre-Pyrénées la plus importante lutte ouvrière des dernières années. Deux militants de la grève à Barcelone nous en font ici le récit (traduit du castillan par Henri Wilno et Jean-Philippe Divès).*

**L**e 17 mars dernier, les techniciens d'installation et maintenance de Telefónica-Movistar de Madrid, employés sur des contrats de sous-traitance, décidaient en assemblée générale d'une grève illimitée contre la précarité extrême de

leurs conditions d'emploi et la baisse de leurs salaires annoncée par l'entreprise.

laire mensuels qui n'atteignent pas 800 euros. Dans une proportion plus réduite, des patrons de petites entreprises sous-traitantes à qui les tarifs et contrats imposés par Telefónica ne peuvent garantir des revenus et

tronic, Elecnor ou Abentel) et de personnels de la société-mère, très minoritaires, puisque Telefónica externalise sa main-d'œuvre depuis des années.

Dans tout l'Etat espagnol, Telefonica remplace les collectifs de travail par



« Telefónica-Movistar : techniciens en grève générale. Ils vous augmentent les tarifs, ils nous baissent le salaire ! » DR.

leurs conditions d'emploi et la baisse de leurs salaires annoncée par l'entreprise.

L'assemblée de Madrid était composée de travailleurs et travailleuses salariés de sous-traitants, employés sur des contrats de 2 à 4 heures par jour ou faussement autonomes. Tous sont soumis à un travail à la tâche et doivent être disponibles 10 heures par jour 7 jours sur 7, avec un taux élevé d'accidents du travail et des sa-

conditions dignes, ni pour eux ni pour leurs salariés, ont également participé aux assemblées et à la grève.

Ces catégories, très précarisées et fragmentées, représentent la grande majorité du personnel technique d'installation et de maintenance de Telefónica-Movistar. Le reste du personnel technique est composé de salariés employés directement par des entreprises sous contrat (comme Co-

une cascade de sous-traitance aux conditions de plus en plus dégradées et qui prend souvent la forme d'un travail faussement indépendant. Ce processus est encore inégal selon les provinces. Il est plus avancé à Madrid, aux Canaries et au Pays basque qu'à Barcelone ou en Andalousie, où il reste près de 50 % de personnels



sous contrat. La réduction des collectifs de travail à leur plus simple expression est une tendance générale. Des incitations existent pour que les salariés acceptent d'être employés comme indépendants ou créent une sous-traitance. Il y a aussi des licenciements pour production insuffisante. Le résultat est que des milliers de travailleurs (on estime à 18 000 le nombre de techniciens travaillant pour Telefónica dans l'en-

de ce personnel technique comme s'il s'agissait de ses propres salariés. Ils sont envoyés chez les clients en son nom et avec des exigences de qualité de la prestation. Mais dans le même temps, Telefonica peut échapper à toute responsabilité quant à leurs conditions de travail. Elle n'assume en effet une responsabilité sociale que pour ceux qu'elle emploie directement, une minorité. Pour l'ensemble de ses activités, la société emploie 20 000 salariés directs et, selon ses propres dires, plus de 100 000 personnes indirectement.

leurs conditions de travail et en exigeant que Telefónica reconnaisse être partie au conflit.

Le 24 mars s'était tenue la première conférence nationale [« étatique » en castillan, c'est-à-dire organisée au niveau de l'Etat espagnol, NdTr] de coordination de la grève<sup>1</sup>, impulsée par l'assemblée des comités de travailleurs de la sous-traitance et de Telefónica de Barcelone, active depuis 2007 et à laquelle participaient des délégués de différentes organisations syndicales des personnels sous contrat et de la société-mère. C'était

la première réunion destinée à coordonner une action collective de représentants de tous les types de contrats ayant Telefónica-Movistar comme employeur final : travailleurs directs de Movistar, personnels des entreprises sous contrat, salariés de leurs sous-traitants, faux indépendants et y compris patrons de micro-entreprises. Tous les participants s'accordaient à dire que l'éclosion des assemblées à Madrid représentait la meilleure méthode afin de s'organiser dans un contexte d'extrême fragmentation, et que l'extension d'une grève à durée indéterminée dans tout l'Etat était le meilleur moyen

de freiner la spirale de précarisation dans laquelle sont entraînés les personnels techniques externalisés de Telefónica-Movistar. Au changement et à l'amélioration des contrats commerciaux, qui bénéficient aux propriétaires de micro-entreprises, et



En mars 2013 au 50<sup>e</sup> congrès de la CGT, les trois secrétaires généraux avant Martínez : de gauche à droite, Thierry Lepaon (2013-2015), Louis Viannet (1992-1999) et Bernard Thibault (1999-2013). Photothèque rouge/JMB.

semble de l'Etat) sont répartis entre une dizaine de grandes entreprises sous-traitantes, des centaines de petites ou micro entreprises et de faux indépendants à tous les niveaux. Grâce au cadre juridique en vigueur, Telefónica peut disposer du travail

### LE LANCEMENT DE LA GRÈVE

Le 28 mars 2015, pour la première fois dans l'histoire de la société, des travailleurs de différentes entreprises sous-traitantes se sont mis en grève contre leur employeur final (Telefónica), contre la précarité de

## Le panorama syndical autour de Telefónica

L'UGT et les Commissions ouvrières sont majoritaires chez les sous-traitants directs de Telefónica, où elles constituent fréquemment des listes pro-entreprise ou auxquelles participent des cadres et/ou membres des directions. Mais elles n'ont aucune représentation parmi les travailleurs qui sont partis en grève illimitée – il n'y a pas de syndicats dans la multitude de micro et petites entreprises travaillant pour les sous-traitants. Cette raison, explique L., membre de la coordination de grève, ainsi que la méfiance provoquée par les scandales de corruption et la politique du « moindre mal » que ces confédérations suivent face aux conflits, explique que l'assemblée de Madrid ait demandé à AST (Alternative syndicale des travailleurs, un syndicat minoritaire mais qui dispose de la majorité dans le comité d'entreprise provincial de Madrid) d'apporter une couverture légale à la grève.

AST a appelé à la grève pour faire pression sur Telefónica et ses sous-traitants, dans le but d'obtenir le retrait d'un contrat commercial qui allait rabaisser à nouveau le coût du travail. Suivie par 80 à 90 % des travailleurs des sous-traitants de sous-traitants, ainsi que des faux indépendants (alors que le personnel technique de Telefónica et de ses sous-traitants directs ne représente qu'une minorité de l'ensemble des techniciens), la grève illimitée est parvenue à perturber sérieusement le service, une série de pannes n'ayant pas pu être solutionnées. Tout ceci sans service minimum, puisque les sous-traitants et sous-sous-traitants dépendent de la convention collective de la métallurgie.

par extension à leurs salariés et aux faux indépendants, se sont ajoutées des revendications propres aux travailleurs, en particulier l'augmentation des salaires des personnels des entreprises sous contrat (ce qui suppose un saut qualitatif dans la lutte) et l'intégration en leur sein des faux indépendants qui le souhaitent. Les salariés des sous-traitants étaient très conscients du fait que si cette dernière revendication n'était pas satisfaite, ils finiraient eux-mêmes par être transformés en faux indépendants.

Les différentes assemblées qui se succédèrent à partir de là décidèrent, l'une après l'autre, de se joindre au mouvement. La coordination nationale demanda à la CGT de la métallurgie (la CGT de l'Etat espagnol est une confédération d'orientation anarcho-syndicaliste) et au CO.BAS (syndical de base de Telefónica) d'appeler à l'échelle du pays à des grèves incluant dans leurs revendications ces nouveaux objectifs.

### L'ENTRÉE EN SCÈNE DES SYNDICATS MAJORITAIRES, COMMISSIONS OUVRIÈRES ET UGT

Le 31 mars, alors que la grève entrait à Madrid dans son quatrième jour, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT) entrèrent soudain en scène. La fédération UGT de l'industrie publia un communiqué<sup>2</sup> annonçant la convocation d'une grève illimitée au début du mois d'avril, « *similaire à celle en cours à Madrid* » contre la « *précarisation sauvage* » de l'emploi chez les sous-traitants de Telefónica. J.L., délégué syndical UGT à la Cotronic, a expliqué comment les délégués avaient reçu le même jour, sans aucun type d'information ou de réunion préalable, un mail de la fédération les informant de cette décision. Il s'agissait d'un appel lancé d'en haut, sans aucune concertation avec la « base ».

La coordination nationale de la grève apprécia positivement<sup>3</sup>, quoiqu'avec un certain scepticisme, cet appel de l'UGT qu'elle interpréta comme un résultat du succès du mouvement à Madrid. L'appel à une grève illimitée de l'UGT et des Commissions ouvrières pouvait renforcer le mouvement au niveau de l'ensemble de l'Espagne, plus

particulièrement parmi les salariés directs des sous-traitants (les Commissions ouvrières et l'UGT affirmant représenter plus de 85 % de ces salariés), ainsi que dans les régions où la grève n'avait pas réussi à s'implanter. Cependant, la coordination de grève soulignait que le pouvoir de décision résidait à tout moment dans les assemblées générales et que tout « *pré-accord devrait être soumis démocratiquement à l'approbation des assemblées de chaque région* »<sup>4</sup>.

Un jour seulement après le communiqué de l'UGT annonçant la grève, la coordination nationale de grève commença à recevoir de nombreux mails et appels téléphoniques de travailleurs qui craignaient de reprendre un appel à la grève illimitée d'AST (Alternative syndicale des travailleurs, syndicat alternatif de Telefónica dans la région de Madrid) car les Commissions ouvrières et l'UGT les avaient informé que ce mouvement était illégal, créant ainsi de la confusion et développant la peur<sup>5</sup>.

La grève illimitée annoncée par l'UGT ne se matérialisa jamais en tant que telle. Le 8 avril, à nouveau sans consulter les membres des comités des entreprises, les Commissions ouvrières et l'UGT annoncèrent des grèves pour les 15, 16, 22, 23, 29 et 30 avril. Dans un système de travail à la tâche, avec des journées pouvant aller jusqu'à 10 heures, sept jours sur sept, la convocation de grèves limitées signifiait en pratique éliminer la pression de la grève sur les entreprises puisque, comme le dénonçait un délégué de l'UGT dans une lettre à sa fédération, « *le travail non fait durant les jours de grève sera effectué les jours suivants* »<sup>6</sup>. En outre, cela rendait beaucoup plus difficile le travail des piquets de grève. En définitive, cet appel syndical semblait destiné à démoraliser et diviser les grévistes.

### UNE NÉGOCIATION INDIRECTE ET IMPOSÉE

Commença alors la négociation entre le patronat et les fédérations Commissions ouvrières et UGT. Mais si ces syndicats disposent effectivement d'une majorité parmi les personnel des sous-traitants directs, ces derniers ne représentent qu'une minorité de l'ensemble du secteur. Il n'y a pas de représentation syndicale au sein des centaines de micro et pe-

tites entreprises, où travaillent quelque 18 000 personnes dans tout le pays. La persécution syndicale règne au sein de ces entreprises où toute tentative de constituer une représentation syndicale débouche sur des licenciements.

Sans autre moyen de faire entendre leur voix dans les négociations qu'à travers une pression de rue, les grévistes tentèrent de nouer un dialogue avec l'instance de négociation à travers leur moyen de communication, le site *teleAfonica.net*. Les projets d'accord issus des réunions successives y étaient commentés et critiqués par la coordination nationale<sup>7</sup>, chacun d'entre eux améliorant légèrement le précédent. Le temps ne s'écoule cependant pas en vain et le 5 mai, le patronat, les Commissions ouvrières et l'UGT jugèrent venu le moment de mettre en scène un accord. Ils mirent alors en place une « *commission paritaire* » pour superviser l'application des accords et « *gérer les questions restant pendantes* ». Dans le même temps les deux fédérations levèrent la grève partielle à laquelle elles avaient appelée.

Mais les grévistes considérèrent l'accord insuffisant et la grève se poursuivit. Le jour suivant, des manifestations eurent lieu dans plusieurs villes devant les sièges des Commissions ouvrières et de l'UGT.

### UN ACCORD QUI AFFECTE LA LUTTE MAIS NE LA LIQUIDE PAS

Il resta un nombre important de grévistes à Madrid et Barcelone, en Biscaye et au Guipuscoa (provinces basques dont les capitales respectives sont Bilbao et San Sebastián), moindre dans d'autres provinces, qui décidèrent de résister et de poursuivre la lutte. Les initiatives publiques liées à la grève se succédèrent. Le nombre de grévistes actifs se maintenait autour de 20 % à Madrid et à Barcelone, tandis qu'il atteignait 95 % en Biscaye et 90 % au Guipuscoa. Après un mois de grève illimitée, ces chiffres étaient tout sauf dédaignables et donnaient de la force aux assemblées pour poursuivre la grève et les actions de popularisation.

À Barcelone, on décida de manifester



publiquement en occupant de façon pacifique mais visible le siège permanent du Mobile World Center (MWC), implanté dans le magasin phare de Telefónica, sur la place de Catalogne. Le 9 mai, après plusieurs heures d'occupation, l'engagement d'une négociation directe avec Telefónica était imposé et les grévistes quittaient le bâtiment. Ils célébrèrent cette promesse de réunion comme un succès : enfin, Telefónica acceptait de négocier.<sup>8</sup>

Mais cette négociation s'avéra deux jours plus tard un fiasco, se révélant comme une tentative de tromperie des grévistes par Telefónica, qui répétait qu'elle ne pouvait rien faire pour améliorer la situation des salariés étant donné qu'elle n'était pas partie au conflit. La grève connut cependant un saut qualitatif à Barcelone, attirant l'attention des mouvements sociaux et politiques par sa durée, sa détermination, sa fermeté et la justesse de ses objectifs.

Pendant ce temps, les réunions de suivi des commissions paritaires annonçaient certaines améliorations au texte signé le 5 mai ; non seulement des améliorations sur des points actés précédemment, mais aussi des dispositions nouvelles, que la coordination de grève comprit comme une tentative claire de désactiver la mobilisation et de vendre l'idée que ces avancées étaient le fruit de l'habileté des négociateurs dans le cadre légal en vigueur. Concrètement, l'annulation des pénalités pour installation défectueuse fut accueilli par les grévistes avec jubilation, mais les encouragea encore plus à poursuivre la mobilisation. La hausse additionnelle de 2,5 % du barème des prestations, s'ajoutant aux 10 % signés précédemment, eut le même effet.

A ce moment de la grève, la fatigue accumulée, la frustration résultant du fait que la négociation directe avec Telefónica s'était avérée une farce, mais aussi le soutien social très important que rencontrait le mouvement et la conviction renforcée de ses acteurs eux-mêmes, amenèrent à décider d'une nouvelle démonstration de force à travers une seconde occupation du MWC de Barcelone.

Cette fois-ci, contre tous les pronostics, l'occupation se prolongea durant sept jours. Sept jours pendant lesquels la solidarité sociale se fit manifeste, avec des conférences de presse organisées par des collectifs sociaux et d'habitants, le soutien d'un très grand nombre de personnes et la présence des médias.<sup>9</sup> Tout ceci poussa Telefónica à accepter une nouvelle négociation, la non application de la décision de justice d'expulsion des occupants et la possibilité que la nouvelle municipalité (« Barcelone en commun ») soit d'une certaine façon « médiatrice » de la fin de l'occupation.

### SUCCÈS PARTIEL ET FIN DE LA GRÈVE, AVEC L'AUTOMNE EN PERSPECTIVE

Cette fois, les réunions eurent davantage de contenu. Deux séances de négociation débouchèrent sur de bonnes paroles et des promesses d'amélioration, mais sans engagements écrits. Après deux autres semaines de grève illimitée, et l'échec relatif de cette première vague de négociation, les assemblées se préparèrent à terminer la grève, en se retirant de façon ordonnée et en garantissant le maximum possible d'acquis.

Ainsi, en Biscaye, où le taux de participation à la grève était resté constant, des accords furent passés avec les deux sous-traitants directs, de fait au niveau provincial, ce qui mettait en évidence les failles de l'accord signé à peine un mois plus tôt par les Commissions ouvrières et l'UGT. Ces accords comprenaient de fortes augmentations de salaire (entre 40 et 80 %) et l'embauche en fixe de presque 30 % des travailleurs, presque tous « indépendants ». Soit une victoire très claire, qui servira sans aucun doute d'encouragement à de prochaines mobilisations. Pour les grévistes, l'embauche en fixe est un objectif stratégique qui inverse le processus d'externalisation et donc la spirale de la précarisation.

Les grévistes ont suspendu leur mouvement jusqu'à l'automne, pour se reposer, reconstituer la caisse de grève et tirer le bilan de ce qui aura été obtenu. Il s'agit de reprendre des forces et de maintenir la pression sur l'instance paritaire dont les travaux doivent se poursuivre durant

tout l'été, afin de pouvoir les contrôler et reprendre la lutte dans de bonnes conditions au cas où ils tourneraient au fiasco ou s'avèreraient être une nouvelle tromperie. Reste à intégrer au bilan le peu d'enthousiasme manifesté envers cette grève par les salariés directs de Telefónica, leurs syndicats officiels comme alternatifs, qui n'ont pas vu ou su s'emparer de l'opportunité qu'elle représentait pour défendre leurs propres intérêts en commun avec ceux qui effectuent aujourd'hui une bonne partie des tâches propres de Telefónica et ont, comme cela a été démontré, une immense capacité à perturber ses services, avec tout ce que cela représente en termes de rapports de forces dans la lutte contre le patronat.

La grève des salariés de la sous-traitance est venue à un moment où le syndicalisme alternatif s'était enfin décidé à aborder le débat stratégique menant à impulser la lutte pour l'embauche en fixe de ces personnels, une revendication qui en Amérique latine est présente dans toutes les luttes de Telefónica depuis des années. En mai 2014, la coordination des syndicats alternatifs de Telefónica avait commencé à discuter les contributions de certains syndicalistes qui préconisaient de s'engager dans cette voie. La grève a sans aucun doute tranché le débat au sein du syndicalisme critique. Aujourd'hui, il s'agit de le porter parmi les salariés directs pour qu'au cours des prochains épisodes, tous ceux qui ont Telefónica pour employeur final puissent se mobiliser ensemble. C'est ainsi que les grèves récupéreront la puissance, capable d'affecter le fonctionnement de l'entreprise, que la fragmentation des statuts et des contrats vise à affaiblir. □

<sup>1</sup> <http://telefonica.blogspot.com.es/2015/03/resumen-de-la-multiconferencia-estatal.html>

<sup>2</sup> <http://mcaugt.org/noticia.php?cn=22601>

<sup>3</sup> <http://telefonica.blogspot.com.es/2015/04/resumen-multiconferencia-estatal.html>

<sup>4</sup> <http://telefonica.blogspot.com.es/2015/03/ugt-convocara-huelga-indefinida-en.html>

<sup>5</sup> <http://mcaugt.org/noticia.php?cn=22616>

<sup>6</sup> <http://telefonica.blogspot.com.es/2015/04/mail-de-un-delegado-de-ugt-la.html>

<sup>7</sup> <http://telefonica.blogspot.com.es/2015/04/valoracion-del-informe-de-la-reunion.html>

<sup>8</sup> <http://telefonica.blogspot.com.es/2015/05/la-ocupacion-de-la-sede-permanente-del.html>

<sup>9</sup> <http://telefonica.blogspot.com.es/2015/05/la-huelga-y-la-ocupacion-construyendo.html>



# Noirs américains, une révolte qui vient de loin

PAR GALIA TRÉPÈRE

*Il y a 60 ans débutait le soulèvement du peuple noir des Etats-Unis pour son émancipation, une véritable révolution au cœur de la citadelle de l'impérialisme le plus puissant de la planète.*

**D**e la fin 1955, où commence dans le sud des Etats-Unis le « mouvement des droits civiques », aux soulèvements de la population noire dans les ghettos des grandes villes de tout le pays, à la fin des années soixante, des milliers, puis des dizaines et centaines de milliers de femmes et d'hommes se mobilisèrent pour secouer le joug de l'oppression née de la traite des Noirs et de l'esclavage. Des millions d'autres se reconnurent dans leur combat.

Quelques années seulement après la guerre de Sécession et la période démocratique de la Reconstruction, les Noirs, bien que « libres », avaient été ramenés par la terreur à une situation proche de celle de leur ancien esclavage.

Pour la grande masse des Noirs, victimes de l'exploitation, des humiliations, de la ségrégation, de la menace permanente du lynchage, la survie exigeait la soumission, l'intégration de leur prétendue infériorité.

Il y eut bien des révoltes et de nombreux mouvements de contestation mais ils se heurtèrent à la férocité de la répression des classes dirigeantes.

Celles-ci avaient tout intérêt à maintenir les anciens esclaves dans une position d'infériorité. Les pauvres blancs du Sud en tiraient la conviction qu'ils n'étaient pas au dernier rang de l'échelle sociale, qu'ils appartenaient même à la race supérieure, comme leurs maîtres. Dans le Nord, les Noirs pouvaient servir de boucs-émissaires. Et planteurs du sud ou industriels du nord firent toujours le nécessaire pour briser les possibilités d'unité entre les exploités blancs et noirs.

Ils ne purent cependant empêcher le mécontentement et la révolte de déboucher sur un véritable mouvement de masse

quelques années après la Deuxième Guerre mondiale. Les contradictions entre la modernisation de la vie économique et sociale, les professions de foi démocratiques de l'impérialisme américain et le sort qu'il réservait à la population noire étaient trop criantes. Comme ce fut le cas également dans les empires coloniaux des puissances impérialistes victorieuses de l'Allemagne nazie.

## DANS LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE DES PEUPLES COLONIAUX

La lutte de la population noire pour son émancipation aux Etats-Unis s'inscrivait dans la vague révolutionnaire des peuples

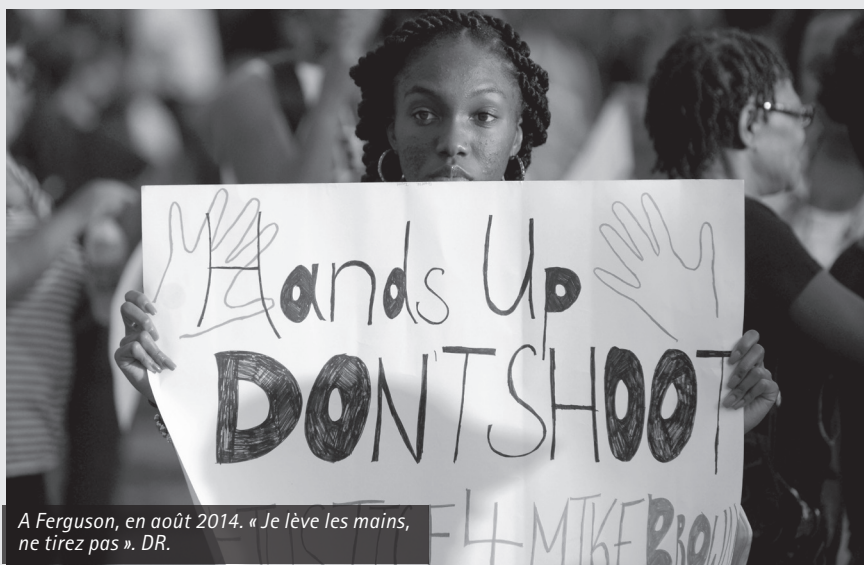
entre les classes à l'échelle internationale. L'assaut révolutionnaire de la classe ouvrière après la Première Guerre mondiale avait été contenu, elle-même vaincue, et ses éléments révolutionnaires liquidés physiquement tant par la réaction fasciste que par la bureaucratie stalinienne. Toute perspective de politique indépendante, révolutionnaire, internationaliste, de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, avait disparu. Aux Etats-Unis, sauf dans quelques endroits et à des moments de montée des luttes, le mouvement ouvrier ne s'engagea pas aux côtés des Noirs.

Ce qui permit aux classes dirigeantes d'avoir raison de la révolte, certes en faisant des concessions importantes mais aussi en éliminant physiquement les militants les plus influents et les plus radicaux du mouvement noir.

Comme les peuples coloniaux, le peuple afro-américain ne pouvait accéder à l'égalité des droits complète que par un renversement de la domination capitaliste.

Le problème se pose encore, dans des conditions différentes. Depuis les années 1980, un « nouveau Jim Crow », selon les mots de Michelle Alexander<sup>2</sup>, a fait

son apparition, par le biais notamment de l'incarcération de masse qui touche les Noirs pauvres en priorité. Les assassinats de Noirs commis en toute impunité par les policiers sont monnaie courante. Ils ne sont devenus un scandale que parce qu'à Ferguson, puis Charleston, ils ont entraîné une vague de protestations qui, à Charleston – chose impensable il y a 60 ans –, s'est heurtée à des institutions locales dirigées par des Noirs. □



A Ferguson, en août 2014. « Je lève les mains, ne tirez pas ». DR.

coloniaux, comme l'exprimait le titre que Daniel Guérin donna à son premier ouvrage sur cette question, « *Décolonisation du Noir américain* »<sup>1</sup>. Avec une force de subversion d'autant plus grande qu'elle se produisait au cœur même de la citadelle impérialiste.

En quelques années, le mouvement noir, sa conscience, ses organisations, franchirent des pas considérables, de l'utilisation de l'action directe contre la ségrégation par le mouvement des droits civiques au Black Power et aux Panthères noires.

Mais la révolution noire, comme les révolutions anticoloniales, ne put dépasser les limites fixées par les rapports de forces

<sup>1</sup> « *Décolonisation du Noir Américain* », Daniel Guérin, Editions de Minuit, 1963.

<sup>2</sup> « *The New Jim Crow, Mass incarceration in the Age of Colorblindness* », Michelle Alexander, The New Press, 2010.

# Une année de mobilisations contre les assassinats policiers et le racisme

PAR STAN MILLER

*En août 2014, l'assassinat de Michael Brown, jeune Noir de 19 ans non armé, par la police de Ferguson (Missouri) a provoqué des mobilisations massives, d'ampleur nationale, avec une forte implication de la jeunesse afro-américaine.*

*Depuis, des milliers de jeunes activistes principalement afro-américains organisent des manifestations et des actions contre les assassinats policiers aux quatre coins du pays en se revendiquant du mouvement BlackLivesMatter (« les vies noires sont importantes »).*

**S**i la brutalité policière et le racisme institutionnel sont toujours aussi présents, BlackLivesMatter a cependant réussi à amener la problématique sur le devant de la scène publique, nationale et internationale.

## UN MOUVEMENT... OU DES MOUVEMENTS ?

BlackLivesMatter est davantage une série de mouvements portant sur la brutalité policière et le racisme institutionnel qu'un mouvement unique : il n'y a pas de revendications communes et peu d'actions d'envergure nationale. Les mobilisations sont avant tout des réactions face aux assassinats policiers d'Afro-américains, qui se produisent au rythme d'un toutes les huit heures.

En août 2014, à Ferguson, et à Baltimore en avril 2015 après l'assassinat de Freddie Gray, on a eu une combinaison d'une mobilisation locale continue et forte et d'actions de soutien partout dans le pays pouvant rassembler des milliers de personnes. Beaucoup d'autres manifestations sont restées confinées à la sphère locale et ont impliqué moins de personnes. En soutien à la mobilisation, il y a eu au moins des centaines d'actions de désobéissance civile, des sit-in massifs comme dans un centre commercial de Madison, Wisconsin, ou de manière plus symbolique, comme les blocages de ponts à New York ou d'autoroutes à Los Angeles par des petits groupes d'activistes déterminés. Des émeutes ont parfois émaillé les manifestations.

Les modes d'actions ont été hétérogènes mais également les revendications. Si les principaux slogans étaient communs comme « *Hands up don't shoot* » (« Ne tirez pas, je lève les mains », derniers mots de Michael Brown avant d'être assassiné) et « *Black lives matter* », ils signifiaient des choses différentes pour chacun des participants. Pour l'aile la plus modérée du mouvement, il faut plus de chefs de police noirs et plus de policiers noirs. Cependant, la jeune génération d'activistes rejette ces revendications et veut ouvrir un débat plus global sur la violence policière, l'incarcération de masse et le manque d'opportunités économiques des Afro-américains. Quand deux vieux leaders noirs connus du mouvement pour l'égalité des droits, Al Sharpton et Jesse Jackson, tous deux pasteurs et anciens candidats aux primaires démocrates, sont venus à Ferguson pour demander davantage de policiers noirs, ils ont été hués par la foule composée de jeunes. Cette hétérogénéité des revendications et des modes d'action est due au niveau extrêmement faible d'organisation politique des Afro-américains, combinaison de la crise économique des années 1970 qui a frappé de plein fouet les Afro-américains, d'une répression très violente des organisations radicales dans les décennies 1970 et 80 et d'années et d'années de reculs et de trahisons par les Démocrates et leurs alliés syndicaux. Il existe actuellement de nombreuses associations locales qui tentent de se lier les unes aux autres. Cependant, de grandes entre-



A Ferguson, en août 2014. DR.

prises financent ces associations, davantage pour garder un contrôle sur le mouvement social que par charité, et cela a nécessairement un impact sur leurs revendications.

Si le mouvement BlackLivesMatter se constitue en une organisation natio-

nale, il devra se poser la question de ses rapports aux institutions et aux partis institutionnels, notamment le parti Démocrate, parti professionnel de la cooptation des mouvements sociaux. En effet, au nom de la logique du « moindre mal » et de l'impossibilité de « travailler hors du système », depuis le mouvement des droits civiques, de nombreux leaders noirs et ouvriers ont été happés par cette gigantesque machine à étouffer les luttes qu'est le parti Démocrate, le problème ne se posant pas avec le parti Républicain qui épouse des vues plus ouvertement racistes et anti-ouvrières.

Le principal gain du mouvement est d'avoir donné une visibilité nationale à la question de la brutalité et des assassinats policiers. C'est notamment la répression importante qui a augmenté cette visibilité : à Ferguson, ce sont des

ciers à des peines pour des assassinats d'Afro-américains. Mais globalement, très peu de jurys ont prononcé des condamnations et la majorité des policiers ont été acquittés ou ont reçu des sanctions symboliques, quand ils ont été effectivement poursuivis. Cependant, suite au mouvement, des centaines d'assassinats qui auparavant seraient passés inaperçus pour quelqu'un d'autre que la famille et la communauté des victimes ont une attention nationale des médias.

### L'AMÉRIQUE D'OBAMA, UNE AMÉRIQUE SANS PRÉJUGÉS ?

Le 16 juillet dernier, Obama, soucieux de gauchir sa fin de mandat, a visité – c'est une première pour un président en exercice – une prison dans l'Oklahoma. Il a soulevé le problème de la surpopulation carcérale mais s'est bien

président noir de l'histoire des Etats-Unis, les politiciens bourgeois ont montré leur défense inconditionnelle du système raciste en place, y compris les politiciens et militants institutionnels noirs. Une des premières réactions de la classe dirigeante, en plus d'envoyer tanks et snipers à Ferguson, a consisté à dire que la violence policière raciste était provoquée par les victimes et à se servir des quelques émeutes pour fustiger la violence des manifestants.

Une véritable machine à dénigrer les victimes s'est mise en place. Ainsi, quelques jours après l'assassinat de Ferguson, Barack Obama dénonçait dans une église noire à Chicago l'absence des pères noirs dans l'éducation des enfants, sans mentionner évidemment que si les pères noirs étaient absents c'est avant tout qu'ils étaient en prison ou victimes du chômage et de la misère. Les militants institutionnels noirs dénoncent la « culture hip hop » comme principal vecteur consistant à faire des jeunes noirs des cibles, plutôt que le racisme, leur conseillant de « remonter leurs pantalons » (*pull your pants up*).

Et on a vu également à Philadelphie des manifestations organisées par l'aile la plus réformiste du mouvement (financée par des ONG) dénonçant le crime « noir contre noir » (*black on black crime*), le but étant de détourner l'attention des assassinats policiers en défendant l'idée que la violence est avant tout commise par les Noirs sur les Noirs, sans évidemment analyser les causes de la violence entre gangs, le manque d'opportunités économiques pour les jeunes noirs des ghettos qui en fait des proies faciles pour rejoindre les armées des dealers.

L'année 2016 va être polarisée politiquement aux Etats-Unis par l'élection présidentielle, et il est sûr que l'électorat noir va être sollicité par les politiciens bourgeois, davantage sûrement par les Démocrates que par les Républicains. Cette élection opposera probablement pour les Démocrates l'épouse de l'ancien président Clinton et sénatrice de l'Etat de New York, Hillary, et pour les Républicains le frère de l'ancien président George W. Bush et actuel gouverneur de Floride, Jeb. Vu le casting, il est sûr qu'il y a peu à



équipements militaires revenant d'Irak qui ont été déployés pour faire face aux manifestants ; à Baltimore, 5000 gardes nationaux armés de M16 ont été déployés pour faire respecter le couvre-feu. Ponctuellement, les mobilisations ont pu peser sur telle ou telle décision de jury condamnant les poli-

gardé de l'associer au racisme. Personne, dans la classe politique officielle, n'a proposé de mesure visant à limiter la brutalité policière et l'incarcération de masse frappant la communauté afro-américaine.

Alors que l'on se trouve sous le premier



attendre de ces élections pour améliorer la condition des Afro-américains. Si le taux de participation des Afro-américains a atteint des records en 2008 et 2012 pour l'élection d'Obama, dépassant pour la première fois celui des Blancs, il est attendu que celui-ci redescende à son niveau antérieur.

Surtout que sur la question de Black Lives Matter, les candidats savent tous manier les événements avec prudence, tout en condamnant toute forme de révolte. Ainsi, suite à la tuerie de Charleston, Jeb Bush, contrairement à beaucoup de Républicains, s'est prononcé contre le maintien du drapeau confédéré près du capitole de l'Etat de Caroline du Sud, comme Hillary Clinton. Celle-ci a repris le crédo libéral depuis Ferguson : non pas Black Lives Matter, mais « *all lives matter* » (*toutes les vies sont importantes*), niant le fait que les Noirs sont des cibles particulières de la violence policière.

Aux appels à soutenir Obama hier ou Hillary Clinton demain pour « faire barrage » aux Républicains, la seule réponse possible pour le mouvement est de souligner le bilan des Démocrates : la situation des Afro-américains a été la même sous les administrations démocrates et républicaines, et après Reagan, c'est sous un président démocrate, Bill Clinton, que la situation a le plus empiré, même si les médias libéraux ont tendance à re-peindre la période de Bill Clinton en rose pour favoriser les chances de son épouse aux présidentielles de 2016. L'indépendance politique du mouvement doit se manifester d'ores et déjà par le refus de la pression exercée sur les mouvements sociaux pour se concentrer sur l'arène électorale et l'affirmation que c'est dans la rue que tout se joue.

#### DE NÉCESSAIRES CONVERGENCES...

Le mouvement BlackLivesMatter peut également trouver des alliés dans le mouvement ouvrier où davantage d'espace existe qu'au moment du mouvement des droits civiques. Même si le chômage des Noirs est très fort, une grande partie d'entre eux est présente dans le monde du travail, dans les secteurs les plus ouvriers et dans les syndicats. Le syndicalisme américain

souffre cependant fortement d'une très grande collusion avec le patronat et les partis institutionnels.

Pourtant, le taux de syndicalisation aux Etats-Unis est plus élevé qu'en France, autour de 12 %. Mais les bureaucrates syndicaux américains – comme certains en France d'ailleurs – ne voient les syndicats que comme des entreprises comme les autres fournissant des services (comme l'assurance santé), à des clients (les syndiqués), contre des frais (les cotisations). Le syndicat de l'automobile UAW par exemple, par le biais des fonds de retraite des employés que le syndicat gère, est actionnaire des trois grandes compagnies automobiles (GM, Chrysler, Ford) et a donc un intérêt direct à ce que celles-ci réussissent et à ce que les revendications des employés passent à la trappe.

Dans le privé et notamment l'automobile, depuis le début de la crise, des dizaines d'usines ont fermé, principalement dans le quart nord-est industriel des Etats-Unis. Les bureaucrates syndicaux décrivent ces fermetures comme des processus naturels, inéluctables, dus à l'absence de compétitivité vis-à-vis du Mexique et de la Chine. Mais une partie significative des usines ne sont pas parties en Chine ou au Mexique mais dans le sud des Etats-Unis où existent des lois antisyndicales féroces. Les syndicats paient le prix de leur refus de la confrontation avec le patronat dans le sud, alors que dans des Etats comme le Mississippi ou le Tennessee il y a désormais des centaines de milliers de travailleurs de l'automobile, donc beaucoup de Noirs, qui ne sont pas organisés et dont les salaires sont trois fois inférieurs à ceux du nord-est.

Quelques grèves ont eu lieu, notamment en 2012 une grande grève victorieuse des enseignants de Chicago contre les suppressions d'emplois et pour plus de moyens, liant les communautés les plus touchées (afro-américaine et latinos) à la lutte des enseignants. La campagne pour un salaire minimum de 15 dollars de l'heure, lancée en 2012 par le syndicat des services SEIU parmi les salariés de fast-food, bien qu'elle soit menée de manière bureaucratique et par le haut, laisse cependant une petite place pour l'auto-activité et l'expérience d'une fraction des travail-

leurs de ce secteur très précaire, très peu syndiqué et avec une forte proportion de travailleurs de couleur.

A Ferguson et dans d'autres villes, les syndicalistes de cette campagne ont participé aux manifestations de soutien pour la justice pour Mike Brown, le lien entre le racisme et l'exploitation étant évident pour eux. La mère de Michael Brown est d'ailleurs syndiquée et plusieurs syndicats à forte proportion d'Afro-américains (services, santé, vente) ont soutenu la revendication que justice soit faite.

Les travailleurs immigrés, préférés initialement aux Afro-américains en tant que main-d'œuvre plus « docile » et mis en concurrence avec ceux-ci, ont su montrer leur force le 1er mai 2006 par une grève générale de cinq millions de travailleurs et travailleuses contre une proposition de loi visant à construire un mur entre les Etats-Unis et le Mexique. Ces travailleurs, en même temps qu'ils amènent leur force de travail, « importent » également leur radicalité et leur culture politique venant de pays où la conflictualité et la conscience sociale sont plus élevées qu'aux Etats-Unis. En 2008 notamment, 200 travailleurs en majorité mexicains ont fait une semaine de grève avec occupation de l'usine Republic Doors and Windows à Chicago pour exiger de meilleures indemnités de licenciement alors que l'usine fermait, ce qui ne s'était pas vu aux Etats-Unis depuis bien longtemps.

Dans la stratégie de la classe dominante américaine pour se maintenir au pouvoir, le verrou raciste a toujours eu une place prépondérante. Cependant, dans les périodes de troubles sociaux, ce verrou a bien des fois sauté. La société américaine est organisée de manière raciste mais les bouts de la société ne sont pas étanches les uns des autres. Si le mouvement BlackLivesMatter se développe réellement, il ne pourra que fragiliser le capitalisme américain, et le fait de voir que le roi est nu peut encourager d'autres secteurs de la population à revendiquer leur dû, créant ainsi les conditions pour une unité de tous les exploité-e-s, quelle que soit leur origine et leur couleur de peau, pour un combat des 99 % contre les 1 %. □

# La Guerre de Sécession, ou comment les esclaves mirent fin à l'esclavage

PAR STAN MILLER

*C'est l'extraordinaire mobilisation du peuple afro-américain qui a fait pencher la balance en faveur des forces du Nord, en arrachant dans le même temps sa propre libération et une série d'acquis politiques sociaux... que les capitalistes réunis du Nord et du Sud allaient cependant vite remettre en cause.*

Il y a 150 ans, aux Etats-Unis, la victoire du Nord lors de la Guerre de Sécession mit fin à plusieurs centaines d'années d'esclavage et de traite des Noirs. Cependant, ce n'était pas l'objectif initial des politiciens et capitalistes du Nord. Le risque d'une défaite les a forcés à promettre la liberté aux esclaves, ce qui a enclenché chez ceux-ci un mouvement de révolte que l'historien noir W.E.B. Du Bois a qualifié de « grève générale »<sup>1</sup>. Ce mouvement a permis la victoire du Nord et l'établissement dans le Sud du régime politique et social le plus démocratique que les Etats-Unis aient connu, jusqu'à son abandon par les politiciens du Nord et la mise en place de la ségrégation.

## DEUX SYSTÈMES PRODUCTIFS CONCURRENTS, PUIS ANTAGONISTES

Dès l'établissement des colonies britanniques en Amérique du Nord, deux systèmes productifs différents se sont développés au Nord et au Sud<sup>2</sup>. Au nord, la campagne était dominée par la petite paysannerie propriétaire qui produisait avant tout pour sa propre subsistance, les villes y étant dominées par le capital marchand. Au sud, il existait une agriculture de plantation, fondée sur l'esclavage, la traite et la domination d'une aristocratie terrienne très minoritaire à côté d'une petite paysannerie blanche pauvre.

La principale production agricole du Sud est alors le coton pour l'exportation, qui correspond aux besoins de l'industrie textile anglaise en pleine expansion. Les marchands du Nord commercialisaient le coton du Sud et, lors de la guerre d'indépendance (1775-1783), paysans et

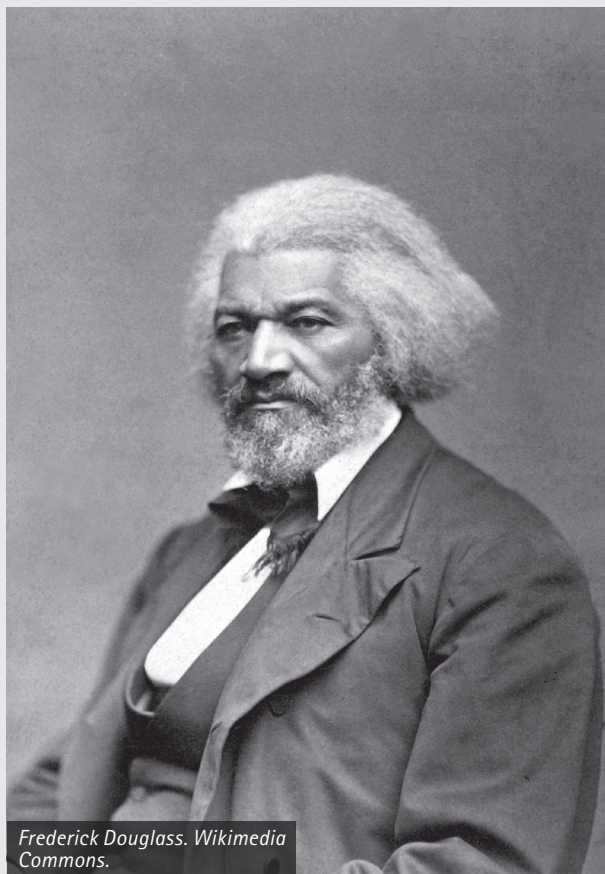
marchands du Nord et aristocrates esclavagistes du Sud luttèrent conjointement contre l'Angleterre afin de pouvoir accéder à un développement autonome. Cependant, les petits paysans du Nord craignaient, si le Sud se renforçait, d'être rem-

possédaient. Il est ironique de remarquer que plusieurs des rédacteurs de la Déclaration d'Indépendance (1776), qui proclame que « tous les hommes sont créés égaux et indépendants, et de cette création découlent des droits inhérents et inaliénables parmi lesquels la préservation de la vie, la liberté et la poursuite du bonheur », étaient de grands propriétaires d'esclaves, à l'instar de Thomas Jefferson.

La ligne Mason-Dixon (entre la Pennsylvanie qui abolit l'esclavage en 1780 et le Maryland, étendue à l'ouest en 1820) fixait la limite entre Etats esclavagistes au Sud et non-esclavagistes au Nord.

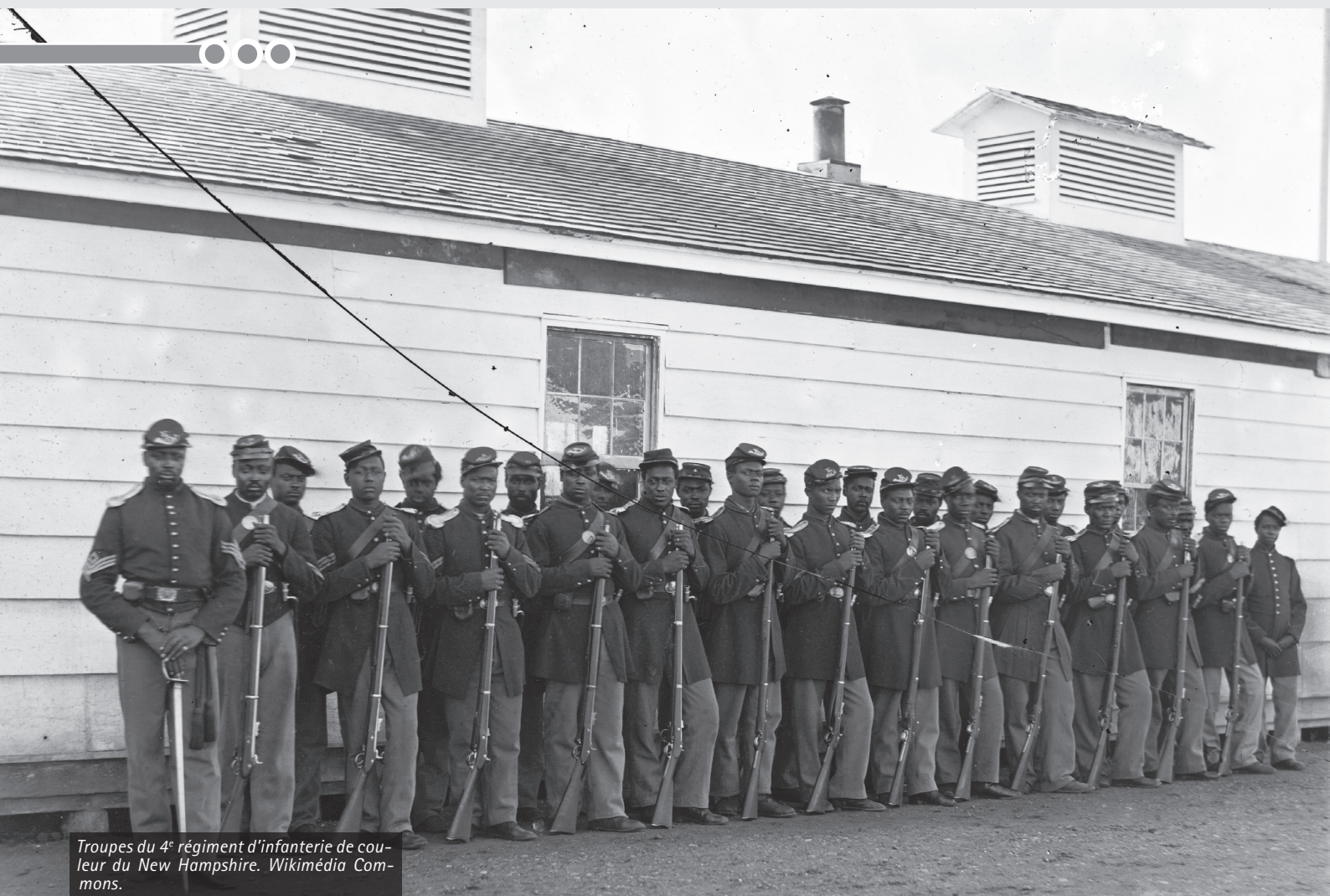
Cependant, le développement économique du Nord allait remettre en cause ce compromis. La petite propriété paysanne d'autosubsistance du Nord se transforma en production agricole pour le marché, intérieur et mondial, et l'industrie prit le pas sur le commerce dans les villes. Au cours de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les banques aidées par l'Etat se lancèrent dans la spéculation sur les terres agricoles au Nord. La petite propriété d'autosubsistance était fondée sur l'abondance et le coût modeste des terres. L'augmentation du prix de la terre, qui devint une marchandise, rendit nécessaire pour les fermiers de disposer de liquidités pour acheter des terres et pour emprunter.

Cela les poussa à produire pour le marché. Ils durent se spécialiser, en achetant les outils et textiles qu'ils produisaient auparavant eux-mêmes. L'exploitation du travail familial ne suffit plus, il fallut embaucher des ouvriers agricoles. Ceux-ci se



Frederick Douglass. Wikimedia Commons.

placés par de la main-d'œuvre esclave. Et les aristocrates du Sud avaient peur qu'un régime démocratique donne vite l'avantage au Nord dont les villes connaissaient une expansion démographique importante. La Constitution américaine (1787) conférait aux propriétaires d'esclaves des votes additionnels à hauteur de trois cinquièmes du nombre des esclaves qu'ils



Troupes du 4<sup>e</sup> régiment d'infanterie de couleur du New Hampshire. Wikimedia Commons.

trouvèrent parmi les fermiers qui n'avaient pas la fortune nécessaire pour s'adapter au marché. Les autres fermiers, ruinés, allèrent grossir la population des villes qui devinrent de véritables centres manufacturiers.

Les secteurs industriels liés à la production agricole (production d'outillage, transport, conditionnement alimentaire, etc.) se développèrent. L'agriculture du Nord était bien plus productive que celle du Sud. Le recours à la main-d'œuvre salariée, coûteuse, incita les fermiers du Nord à augmenter la productivité de chaque ouvrier agricole et à investir dans des outils de plus en plus performants. Au Sud, l'abondance de main-d'œuvre peu chère rendait superflue la rationalisation de la production : il suffisait d'ajouter de la main-d'œuvre (quasi gratuite) ou d'augmenter la surface cultivée. La productivité agricole dans le Sud resta peu élevée, un phénomène accentué par la faible division du travail : quasiment tout ce qui servait au travail et à l'entretien des esclaves, outils, textiles, était fabriqué sur la plantation. Ainsi le Nord voyait dans le Sud un énorme gâchis économique, qu'il n'était cependant pas prêt à remettre en

cause.

Les intérêts du Nord et du Sud finirent par rentrer en conflit dans les années 1850, autour de la question de l'Ouest. Alors que le massacre des tribus indiennes libérait à l'Ouest de nouveaux territoires, la question se posait : l'esclavage y serait-il légal ? Le Nord était prêt à tolérer l'immense gâchis économique du mode de production esclavagiste au Sud, mais il ne renonça pas aux profits faramineux escomptés de l'extension de l'agriculture capitaliste à l'Ouest. D'autre part, alors que le Nord souhaitait établir de fortes barrières douanières afin de développer une production industrielle autonome et ne plus avoir à être en compétition avec les produits étrangers, le Sud qui reposait principalement sur les exportations de coton souhaitait des barrières douanières faibles.

Entre 1854 et 1861, des affrontements eurent lieu au Kansas entre des groupes pro-esclavage et anti-esclavage revendiquant chacun leur bon droit en l'absence de législation fédérale, chacun avec des complicités au Nord et au Sud. En 1859, le pasteur abolitionniste John Brown fut exécuté à Harper's Ferry, en Virginie, après avoir essayé d'atta-

quer une armurerie et de distribuer des armes aux esclaves pour fomenter une révolte. C'est le Sud qui provoqua la guerre en déclarant sa sécession du Nord, c'est-à-dire la constitution des Etats esclavagistes en une Confédération d'Etats séparée de l'Union, avec pour capitale Richmond, Virginie, et comme président Jefferson Davis, et en attaquant Fort Sumter en avril 1861.

#### LA « GRÈVE GÉNÉRALE » DES ESCLAVES

Au début de la guerre, le but des politiciens du Nord était de maintenir l'Union sans toucher à l'esclavage dans le Sud. Le président de l'Union, le Républicain Abraham Lincoln, déclarait en août 1862 : « *mon objectif par-dessus tout dans cette lutte est de sauver l'Union, et ce n'est ni de sauver ni de détruire l'esclavage* ». Le camp anti-esclavagiste au Nord était représenté alors par les Républicains radicaux ou par les Abolitionnistes, mais les uns et les autres étaient très minoritaires. Les abolitionnistes étaient divisés, certains comme Frederick Douglass, ancien esclave noir, favorables de plus en plus à une lutte autonome et armée du peuple noir, d'autres comme William Lloyd Garri-

son, souhaitant l'alliance avec les Républicains et remettant la lutte anti-esclavage dans les mains du gouvernement fédéral.

Au début, le Sud domina largement une guerre de position. C'était une guerre de tranchées au niveau des frontières entre Nord et Sud, avec une utilisation massive de l'artillerie et des assauts sanglants. Ni le Nord ni le Sud n'étaient préparés à un conflit d'une telle intensité, mais le Sud résistait mieux. Son économie, reposant sur les quatre millions d'esclaves travaillant dans les champs, permettait aux aristocrates d'enrôler les Blancs pauvres dans l'armée tout en maintenant un appareil productif fonctionnel. Le Nord eut recours à la conscription chez les fermiers et dans la population urbaine, qui se révolta à plusieurs reprises. Le paroxysme fut atteint à New York dans les Draft Riots (émeutes de la conscription) de juillet 1863 dans lesquelles la population pauvre refusa la conscription, attaquant les beaux quartiers en même temps qu'elle lynchait des Noirs. Abraham Lincoln fit la Proclamation d'Emancipation en janvier 1863, promettant à tous les esclaves la liberté, afin de détruire le principal pilier de l'économie sudiste. Cette promesse provoqua la « grève générale des esclaves ». Les chiffres varient, mais peut-être un demi-million d'esclaves fuirent le Sud et toute une partie se mit au service de l'armée de l'Union. Ceux qui restaient dans les plantations ralentissaient les cadences afin de gêner l'économie de guerre sudiste.

Les politiciens du Nord furent d'abord réticents à se servir des Noirs, mais de nombreuses lettres d'officiers nordistes faisaient voir le bénéfice de les enrôler. Les anciens esclaves constituèrent les troupes les plus déterminées et les plus courageuses de l'armée de l'Union. Certains Noirs furent même admis comme officiers ou sous-officiers. Alors que certains officiers nordistes s'en servaient comme chair à canon, pour d'autres, il s'agissait de troupes d'élite avec lesquelles ils étaient « honorés d'avoir combattu ».

A partir de la défaite du Sud à la bataille de Gettysburg, Pennsylvanie, en juillet 1863, le Nord alla de victoire en victoire, malgré des combats féroces et sanglants, jusqu'à la reddition du commandant général des forces sudistes, le général Robert E. Lee, en avril 1865 à Appomattox, Virginie.

### RECONSTRUCTION... ET SÉGRÉGATION

A la fin de la guerre, le Sud était dévasté et il y avait une nécessité pour le Nord de le réorganiser politiquement et économiquement afin d'empêcher les tentatives de réta-

blissement de l'esclavage et de le rendre productif à nouveau. Si la fin de l'esclavage n'était pas le but premier des politiciens du Nord au début de la guerre, sa chute constituait pour eux une opportunité de moderniser le Sud.

Bien des propriétaires d'esclaves avaient fui leurs terres. La fin du conflit, notamment la « marche à la mer » du général nordiste Sherman, s'était accompagné d'une politique de la terre brûlée. Sur certaines propriétés, les anciens esclaves s'étaient partagé les terres ou les cultivaient ensemble. Mais beaucoup de terres étaient à l'abandon. La fin de la guerre à elle seule n'avait pas mis un terme à la résistance de l'aristocratie esclavagiste : malgré la loi, celle-ci tenta de terroriser les Noirs et de maintenir le même système de domination par l'intimidation et la violence.

Le Ku Klux Klan, organisation suprémaciste blanche, fut fondé en 1865 au Tennessee. Ses membres, vêtus de robes et se proclamant « chevaliers de la race blanche », attaquaient les Noirs et tentaient de faire régner une atmosphère de terreur. Le président Andrew Johnson, successeur de Lincoln, assassiné à la fin de la guerre, décida de maintenir l'armée de l'Union – désormais l'armée fédérale – dans le Sud comme armée d'occupation.

Cependant, les politiciens nordistes se rendaient compte qu'une simple occupation militaire ne suffirait pas pour dompter le Sud. Toute une série de mesures politiques, économiques et sociales furent prises afin de faire des anciens esclaves des alliés dans la lutte contre l'aristocratie blanche. Les Noirs devinrent électeurs et éligibles, et l'armée s'assura qu'ils puissent voter dans de bonnes conditions, sans la pression des aristocrates. Ils furent élus à de nombreux postes (mairies, assemblées d'Etat) et renversèrent complètement le système politique esclavagiste.

Les autorités promirent « 40 acres et une mule » à chaque ancien esclave. Le bureau des hommes libres (Freedman's Bureau) était chargé d'organiser l'activité économique dans le Sud. Selon les localités, il eut des rôles différents : de la répartition des terres vacantes à l'expropriation des esclavagistes sous pression des anciens esclaves. Si les Blancs pauvres furent tout d'abord dubitatifs, ils se sont associés à la Reconstruction et la situation est devenue beaucoup plus favorable que sous l'esclavage : ils trouvaient un accès à de meilleures terres qui étaient auparavant réservées aux plantations et disposaient désormais d'une voix politique dont ils étaient auparavant privés.

Cependant, au fur et à mesure que le risque que l'esclavage se remette en place s'estompait, les politiciens et capitalistes du Nord se trouvèrent confrontés à un autre problème. Les plantations du Sud avaient été remplacées par toute une série de petites propriétés de subsistance cultivées en commun ou individuellement par les anciens esclaves et les Blancs pauvres. Or, l'exploitation agricole non plus esclavagiste mais capitaliste du coton et son exportation pour le marché mondial devaient rapporter bien plus de profits. De plus, la démocratie radicale du Sud, où chaque citoyen était appelé à jouer un rôle dans la prise des décisions et leur exécution, n'était pas la démocratie libérale du Nord, qui différenciait citoyens « actifs » et « passifs ».

Le Nord se désengagea peu à peu de la Reconstruction, avant d'y mettre fin en retirant les troupes fédérales du Sud en 1877. Sans la protection de l'armée, les anciens esclaves se retrouvèrent seuls, abandonnés par les Blancs pauvres que l'absence de protection militaire et les prébendes promises par les aristocrates au nom de « l'unité de la race blanche » convainquirent de changer de camp.

La terreur s'abattit dans le Sud, associée à la mise en place de la ségrégation, autorisée en 1896 par l'arrêt « Plessy contre Ferguson » de la Cour suprême. Noirs et Blancs devaient vivre « séparés et égaux ». En fait les Noirs devinrent des citoyens de seconde zone, ayant accès à des équipements de moindre qualité. Pour voter et être éligible, il était désormais nécessaire de savoir lire, ce qui était le cas de bien peu d'anciens esclaves. La terreur du Klan s'assura que les Noirs même alphabétisés n'allaient pas voter.

L'espace démocratique ouvert par la Reconstruction disparut. Les marchands blancs, seuls présents dans des localités isolées, faisant payer des prix scandaleux pour des denrées de base, assurant ainsi l'endettement des Noirs. Beaucoup furent forcés de retourner travailler dans les plantations pour des salaires de misère. La ségrégation se mit en place, mettant fin à un des moments de vie démocratique les plus intenses que les Etats-Unis aient connus. Et si c'est dans le Sud que naquit la ségrégation, il ne faut pas oublier que le Nord, qui souvent s'en lave les mains, la rendit possible... □

1 W.E.B. Du Bois, « Black Reconstruction in America », 1935.

2 Pour une explication détaillée, voir l'exposé de Charles Post dans son « American Road to Capitalism », Haymarket Books, 2012.

# Mouvement ouvrier et racisme : retour sur les années 1930 et 40

PAR XAVIER GUESSOU

*Dans le sillage de la Première Guerre mondiale, le capitalisme US connut une mutation essentielle. En 1925, avec le recours massif à un travail peu qualifié où les tâches étaient morcelées et simplifiées, Ford produisait autant de voitures en un jour que pendant toute l'année 1908. Une nouvelle classe ouvrière comprenant des centaines de milliers de travailleurs peu ou pas qualifiés fut regroupée dans les industries de masse telle que l'automobile ou la sidérurgie... où les Noirs constituaient une minorité désormais significative.*

**M**ais le mouvement ouvrier était largement dominé par le racisme. La plupart des syndicats de l'AFL (American Federation of Labor) ne cherchaient à organiser que les ouvriers qualifiés, quasi-exclusivement blancs. Ils refusent de syndiquer les Noirs, quand ils ne militent pas contre leur embauche. Après une décennie de profits élevés, l'impact de la grande crise de 1929 ébranla bien des certitudes et donna une audience à un antiracisme lutte de classes.

## L'ANTIRACISME DU PC ÉTASUNIEN DES ANNÉES TRENTE

A partir de 1928, le Parti communiste des Etats-Unis d'Amérique (CPUSA) se dota d'une orientation offensive sur la question noire. Les Noirs étaient touchés de manière disproportionnée par le chômage et le PC se donna comme priorité la construction de comités de chômeurs. Il parvint ainsi à commencer à s'implanter dans les ghettos. Le CPUSA fonda l'International Labor Defense qui mena une agitation énergique contre les lynchages et qualifia les Noirs de « prisonniers de la guerre de classe ».

Il était donc prêt à réagir rapidement lors de l'arrestation en mars 1931 de neuf jeunes Noirs en Alabama, faussement accusés d'avoir violé deux Blanches et condamnés à mort en un temps record. La campagne en défense des « Scottsboro boys », menée dans le monde entier, permit de sauver leur vie (plusieurs d'entre eux passant cependant de longues années en prison). Le CPUSA y gagna le respect d'une bonne partie de la communauté noire en montrant que ses militants étaient prêts à risquer les arrestations et violences policières pour défendre les Noirs. Il fit aussi la démonstration que la lutte de masse et l'unité Noirs/Blancs pouvaient produire des résultats.

Sous l'impulsion des communistes, le syndicat paysan Sharecroppers' Union (SCU) parvint à regrouper près de 10 000 adhérents dans la région de l'Alabama. L'affrontement armé de Reeltown en 1932, entre un groupe du SCU et les autorités pour empêcher l'expropriation d'un paysan ruiné, fit la Une. Malgré la ségrégation institutionnalisée et la répression extrême, le CPSU réussit à construire une organisation très majoritairement noire en Alabama (1000 militants en 1934). Son orientation antiraciste dans la première moitié des années 1930 était tout terrain : contre l'intervention impérialiste de l'Italie en Ethiopie, contre la discrimination dans les sports professionnels... Même si sa politique était alors marquée par le sectarisme, il parvint à construire un outil d'expression politique propre pour les Noirs, y compris les femmes noires ouvrières, qui comme Claudia Jones donnèrent une expression théorique et politique à leur triple oppression.

Avec le tournant vers la politique de Front populaire, le CPUSA dilua son antiracisme pour plaire à ses nouveaux alliés. En ne soutenant plus totalement les peuples colonisés, en cherchant l'alliance avec la bureaucratie syndicale, et en faisant campagne pour Roosevelt sous une bannière nationaliste, il perdit le tranchant de son orientation antiraciste... et lutte de classe : c'est en cessant d'être révolutionnaire qu'il compromit son antiracisme.

## L'OFFENSIVE OUVRIÈRE ET LES PROMESSES DU CIO

La classe ouvrière commença à se mobiliser massivement à partir de 1934 : trois grèves menées vers la victoire par des militants anticapitalistes (à Toledo, San Francisco et Minneapolis où les trotskystes jouèrent le premier rôle) montraient qu'il

était possible de riposter : aidés par des dirigeants intrépides, les travailleurs s'auto-organisaient et allaient jusqu'à s'armer pour se défendre face à la Garde nationale.

Ces grèves ouvrirent la voie à la création du CIO, Congress of Industrial Organizations, en 1935 : une partie de la bureaucratie syndicale derrière John Lewis, le dirigeant de l'UMW (syndicat des mineurs), comprenait que si elle n'organisait pas des « syndicats industriels », regroupant tous les travailleurs d'une industrie quel que soit leur degré de qualification et donc qu'ils soient Noirs ou Blancs, une organisation rivale dirigée par des révolutionnaires pouvait émerger. Face à un patronat qui n'admettait tout simplement pas le droit de se syndiquer dans les secteurs stratégiques, le CIO s'imposa par des mobilisations massives qui prennent l'aspect de « croisades antiracistes ». Ford fut le dernier employeur de l'automobile à être défait en 1941, au terme d'une grève précédée d'une campagne massive dans toute la ville de Detroit où le syndicat avait recruté des dizaines de militants noirs spécialement chargés de militer dans les ghettos. Des prêtres noirs haranguaient même les travailleurs à la porte de Ford River Rouge. C'est cette campagne antiraciste qui fit pencher la balance du côté des grévistes.

La campagne du CIO pour syndiquer l'industrie de l'acier aboutit à la fin des années trente à une déségrégation complète (piscines, cinémas, restaurants...) dans certaines régions.<sup>1</sup> Les troupes de choc du CIO (exclu de l'AFL en 1938) étaient constituées de militants de l'UMW, qui étaient parvenus depuis les années 1890 à construire une organisation qui défait les lois ségrégationnistes du Sud en menant campagne pour le droit de vote des Noirs, et comportait de nombreux dirigeants locaux noirs.



Beaucoup se dirent alors : si nous avons réussi à faire plier les patrons et à imposer notre droit à nous organiser face à Roosevelt qui n'hésite pas à envoyer l'armée contre nous, pourquoi ne pas essayer de construire notre propre parti ouvrier, pour une société où ce soient les travailleurs qui dirigent ? L'émergence du CIO est allée de pair dans les années 1935-38 avec un mouvement massif pour un parti ouvrier en rupture avec Républicains et Démocrates, qui n'a été défait qu'avec difficulté par la bureaucratie syndicale... activement aidée par le parti communiste, qui en 1940 dirigeait 40 % des syndicats du CIO. Malgré l'intégration du CPUSA aux directions syndicales (il procéda à la dissolution de ses cellules d'entreprises en 1938), ses militants ont aidé à l'émergence au-delà de ses rangs d'une tradition antiraciste et lutte de classes. 500 000 travailleurs noirs ont rejoint le CIO en 1940.



Les Scottsboro Boys lors de leur arrestation en 1931. DR.

L'entrée en guerre des USA favorisa une dynamique d'intégration des directions de l'AFL et du CIO à l'Etat. En 1941, les chauffeurs-livreurs de Minneapolis et les dirigeants trotskystes du SWP passèrent en procès pour leur opposition à la guerre impérialiste et firent 18 mois en prison au nom du Smith Act, une loi ouvrant un dangereux précédent pour la liberté d'opinion, sous les applaudissements du CPUSA.

Malgré la signature d'un « No strike pledge » (engagement à ne pas faire grève de la part des directions AFL comme CIO), l'opposition aux profits de guerre était croissante. Les mineurs menés par John Lewis (écarté

de la direction du CIO) menèrent une série de grèves victorieuses en 1943. La voie était ouverte pour des grèves sauvages dans toutes les grandes industries, qui allèrent croissant jusqu'à la fin de la guerre. Le parti communiste fut alors le champion de l'union nationale : il défendit le « No strike pledge » et même le salaire aux pièces, et ne s'opposa pas à l'enfermement des Américains d'origine japonaise dans des camps de concentration.

La direction du CPUSA tourna alors le dos à la question noire au nom de l'alliance « antifasciste » entre les USA et l'URSS. Mais les Noirs avaient suffisamment pris confiance pour lutter par leurs propres forces. Leur embauche massive dans l'industrie et leur participation à la guerre les poussa à contester les discriminations au travail et dans l'armée. Le syndicaliste socialiste A. Philip Randolph menaça d'organiser une marche

vers Washington contre la ségrégation, ce qui conduisit Roosevelt à adopter des mesures qui, sous la pression croissante des Noirs, aboutirent à la déségrégation de l'armée dans l'après-guerre.

#### L'APRÈS-GUERRE : MACCARTHYISME ET PERSISTANCE D'UN ANTIRACISME OUVRIER MINORITAIRE

En 1945 et 1946, les USA connurent leur plus grande vague de grève : 3 470 000 grévistes en 45, 4 600 000 en 46, des totaux qui dépassaient le pic des années trente. Alors qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, la montée ouvrière avait été violemment

écrasée, les grèves de 1945-46 furent en bonne partie victorieuses. Dans la grève de General Motors, les grévistes mirent même leur patron au défi d'ouvrir ses livres de compte.

Mais dès 1946, la bourgeoisie passa à une contre-offensive très forte. Sous la houlette de McCarthy, la paranoïa anticommuniste ne se traduisit pas seulement par une purge des milieux artistiques et intellectuels : la quasi-totalité des militants radicaux a été expulsées du mouvement ouvrier, des milliers d'entre eux perdirent leur travail ou furent jetés en prison. Une purge de masse au sein du CIO mena à l'expulsion d'un million d'adhérents en 1949-50.

Le mouvement ouvrier étasunien, désormais dominé sans partage par des réactionnaires pro-capitalistes, ne s'en est jamais relevé. Avec cette extirpation du courant lutte de classes qui était à la pointe du combat antiraciste, la vague de lutte de l'après-guerre ne produisit pas de radicalisation politique, contrairement aux années trente. Le climat réactionnaire limita les possibilités des ouvriers noirs, coincés dans des postes de travail sous-qualifiés par des systèmes d'ancienneté discriminatoires dont s'accommodaient les directions syndicales. Quelques syndicats réussirent néanmoins à faire des démonstrations fortes durant cette période, en particulier dans le Sud. Des syndicats comme Mine Mill, le FTA (Food, Tobacco and Agricultural Workers Union), et l'UPWA (United Packinghouse Workers of America) en sont des exemples : ils se montrèrent capables de combattre les politiques patronales discriminatoires dans l'entreprise, de mener des campagnes contre le racisme dans la société, d'organiser des activités de loisirs où Noirs et Blancs se réunissaient malgré la ségrégation... Le FTA, fait rarissime, forma même des dirigeantes noires. Bien que la plupart de ces tentatives furent écrasées, elles laissèrent derrière elles un héritage d'antiracisme ouvrier et nous montrent aujourd'hui encore qu'une politique lutte de classe peut faire reculer le racisme, même dans les conditions les plus difficiles. □

<sup>1</sup> Lire « Race and the CIO : the possibilities for racial egalitarianism during the 1930s and 1940s », <https://libcom.org/files/raceciomain.pdf>

## Le mouvement trotskyste et la question noire

En 1939, Trotsky en exil au Mexique conseilla aux militants trotskystes américains de s'impliquer dans la lutte contre le racisme. Il n'hésita pas à les exhorter à défendre le droit à l'auto-détermination des Noirs, qu'il considérait comme une minorité nationale. Il expliqua que les Noirs passeraient du statut de minorité persécutée à l'avant-garde de la révolution... Il envisagea avec ses camarades la formation d'une organisation politique autonome des ouvriers noirs. Des débats qui anticipent en bonne part les développements de l'époque des droits civiques et du Black Power... □

# Face à la ségrégation et à la terreur raciste, le mouvement des droits civiques

PAR GALIA TRÉPÈRE

« Si vous êtes blanc, c'est parfait  
Si vous êtes brun, restez là,  
Mais si vous êtes noir,  
Reculez, reculez, RECULEZ ».  
Refrain d'une chanson populaire du Sud des Etats-Unis<sup>1</sup>.

C'est le Bureau américain – fédéral – de recensement et chaque Etat qui définissaient à quelle race un individu appartenait. Ainsi en Géorgie, toute personne ayant parmi ses ascendants, à quelque génération que ce soit, une personne recensée de couleur, était définie comme personne de couleur. Or, la vie de chaque individu changeait du tout au tout selon qu'il était reconnu blanc ou non blanc, en particulier dans les 29 Etats où existait la ségrégation.

Les Noirs ne pouvaient se loger où ils le souhaitaient. Des arrêtés municipaux, qui avaient force de loi pour les tribunaux, leur interdisaient l'accès à certains quartiers et ils étaient l'objet d'intimidations, de menaces, d'un harcèlement terroriste si jamais ils osaient s'installer dans un quartier blanc. Au travail, le Noir était le dernier engagé et le premier renvoyé. Le plus souvent, il subissait le chômage, était enrôlé dans des camps de travail forcé, ou alors était domestique – 45 % des domestiques étaient noirs. Même pendant la Deuxième Guerre mondiale, alors que les trusts de l'armement avaient un besoin crucial de main-d'œuvre, les Noirs embauchés dans l'industrie de guerre n'y représentaient que 3 % des effectifs.

Dans 14 Etats, les Noirs se voyaient interdire l'accès aux mêmes wagons que les Blancs, aux mêmes salles d'attente, hôtels et restaurants. Seulement 18 Etats sur 48 interdisaient la ségrégation dans les lieux publics et encore la loi n'y était-elle que rarement appliquée. Enfin, dans 29 des 48 Etats, il était illégal que des personnes de races différentes se marient et aient des enfants. On vit des mariages être déclarés nuls parce que l'un des époux blancs s'était vu accuser d'avoir un seizième de sang noir...

Les Noirs étaient sous la surveillance constante non seulement des autorités mais également des racistes blancs. La puissance du Ku Klux Klan donne une idée

de la pénétration de la gangrène raciste dans la population. En 1925, période de son apogée, il comptait six millions de membres et en faisait défiler 40 000 à Washington, devant le Capitole. Affaibli dans les années 1930, il se renforça après-guerre, encouragé par le maccarthysme. Au début des années soixante, il pouvait défiler impunément dans les rues de certaines villes du Sud et se réclamer publiquement des assassinats qu'il avait perpétrés sur des militants du mouvement des droits civiques.<sup>2</sup>

## LA CAMPAGNE CONTRE LA SÉGRÉGATION

Rosa Parks a reçu des funérailles nationales lors de sa mort en 2005. Mais lorsque, à l'âge de 43 ans, le 1er décembre 1955, elle refusa de céder sa place à un Blanc dans un bus de Montgomery, en Alabama, elle fut condamnée à de la prison. Ce fut le début du mouvement des droits civiques.

Des militants noirs organisèrent, en signe de protestation, un boycott des bus largement suivi qui fit baisser le chiffre d'affaires de la compagnie de 60 %. La lutte dura plusieurs mois et dut faire face aux attentats terroristes du Klan. Finalement, le 4 juin 1956, le tribunal fédéral de district décréta illégales les lois de ségrégation dans les transports publics de l'Alabama. A la fin de 1956, des boycotts semblables avaient obtenu la fin de la ségrégation dans les transports de 21 autres villes du Sud. Jeune pasteur noir en exercice à Montgomery, Martin Luther King devint une des figures de ce mouvement. Il fut parmi les fondateurs, en janvier 1957, de la Southern Christian Leadership Conference.

Une importante campagne de « sit-in » fut menée par de jeunes étudiants – qui créèrent en 1961 le SNCC, Comité de coordi-

nation des étudiants non-violents – pour occuper des endroits, bars, restaurants, commerces, interdits aux Noirs. D'autres actions, consistant à refuser la ségrégation qui s'appliquait dans les bus longue distance dès qu'ils quittaient le Nord, furent organisées par le CORE (Congrès pour l'égalité raciale) et menées par de jeunes militant-e-s noirs et blancs venant du Nord qui s'appelaient les « Freedom riders ».



14 mai 1961 à Anniston, Alabama, un bus de longue distance brûlé par les racistes. DR.

Elles eurent un fort retentissement lorsque le *New York Times* publia à sa une en 1961 une photo d'un de ces bus après son explosion causée par les racistes.

La ségrégation sévissait aussi dans les établissements scolaires et universitaires, malgré l'arrêt « Brown » pris par la Cour suprême en 1954 qui l'y interdisait. En 1957,

à Little Rock, en Arkansas, le gouverneur raciste, Orval Faubus, ordonna à la Garde nationale qu'il commandait d'empêcher l'entrée de neuf étudiants noirs dans l'université. Ils furent bousculés, insultés par les gardes et la population blanche mais ne cédèrent pas. Lorsque l'administration fédérale intervint pour permettre aux étudiants, dès lors escortés par des militaires, d'intégrer leur université, des étudiants blancs en sortirent ; plus tard, les autorités locales préférèrent faire fermer l'université. En juin 1963, c'est le gouverneur d'Alabama lui-même, George Wallace, qui se posta devant l'entrée de l'Université d'Alabama afin d'en interdire l'entrée à deux étudiants noirs.

Là où, comme dans les bus ou les restaurants et bars, il y avait des intérêts commerciaux, les campagnes de ségrégation parvinrent à leur but. Il fut beaucoup plus difficile d'imposer l'intégration dans les écoles. La lutte pour le droit de vote effectif le fut encore davantage mais

### LA CAMPAGNE POUR LE DROIT DE VOTE, LA MARCHÉ DE SELMA<sup>1</sup>

Celui-ci pouvait être accordé, limité ou refusé par les autorités locales. Il était souvent conditionné par le paiement d'un impôt, mais ce n'était pas le plus gros obstacle, car pour le Klan, dans le Sud, le vote était une « affaire de Blancs » et les Noirs qui voulaient voter subissaient toutes les exactions possibles, jusqu'à la mort. C'était là où les Noirs étaient majoritaires que les obstacles à leur inscription sur les listes électorales étaient les plus forts. La ville de Selma, en Alabama, comptait plus de 50 % de Noirs, 15 000 au total. Seuls 383 d'entre eux étaient enregistrés sur des listes électorales. Dans l'Etat du Mississippi, 6,4 % des Noirs pouvaient voter.

Dans cet Etat, lors de la campagne du SNCC pour l'inscription des Noirs sur les listes électorales, au cours de l'été 1964, 35 églises furent incendiées, 30 bâtiments détruits par des explosions, 80 personnes furent battues et l'on compta au moins six morts. A Selma, suite à la mort, le 18 février 1965,

d'un jeune militant sous les coups de matraque des flics, le SCLC décida d'appeler à une marche jusqu'à Montgomery, la capitale de l'Alabama, afin d'y interpellier le gouverneur, George Wallace. Martin Luther King soutint la marche mais ne participa pas à la première qui eut lieu le 7 mars 1965. Ce jour-là, 600 marcheurs s'engagèrent sur le pont Edmund Pettus, du nom d'un général confédéré qui fut Grand Dragon du Ku Klux Klan d'Alabama. 150 hommes armés, des gendarmes et les hommes du shérif, étaient déployés de l'autre côté du pont, certains à cheval. Ils portaient des masques à gaz et avaient des matraques, des bâtons, des fouets et des bâtons électriques destinés à diriger le bétail. De nombreux Blancs de la ville étaient là aussi pour regarder.

Après à peine une sommation, les flics chargèrent, puis les hommes à cheval avec lancers de gaz lacrymogène. Au final,

90 marcheurs furent blessés. Mais la presse et les caméras de télévision étaient là. Le soir même la chaîne ABC diffusa le reportage, un quart d'heure de cris et de coups de matraques, sans commentaires. Luther King retourna à Selma et jura que la marche continuerait. Des appels furent diffusés nationalement. Près d'un millier

de personnes se préparaient à traverser à nouveau le Pont Pettus mais un juge fédéral de district, habituellement plutôt favorable au mouvement, décréta que la marche devait être différée jusqu'à nouvel ordre. Elle eut lieu finalement le 9 mars. King conduisait les manifestant-e-s le long du pont. Les gendarmes sommèrent à nouveau les marcheurs de se disperser. Mais subitement, ils s'écartèrent, invitant King à défier l'ordre du juge. King fit faire demi-tour aux manifestant-e-s et ils rentrèrent à Selma, suscitant la colère des militants de la SNCC.

Cette nuit-là, trois hommes d'Eglise blancs furent attaqués après avoir quitté un restaurant à Selma. L'un d'entre eux reçut un coup de matraque à la tête. Il mourut deux jours plus tard.

Le 15 mars, devant l'émotion causée par la diffusion de ces événements, le juge fédéral se ravisa et autorisa la marche sur Montgomery. Le même soir, le président Johnson prit la parole devant le Congrès et, à la télévision nationale, se prononça pour une loi sur les droits électoraux. Le 21 mars, 3600 marcheurs, protégés par la Garde nationale d'Alabama, se mirent en route à Selma en direction de Montgomery. Quatre jours plus tard, Martin Luther King s'adressait à 25 000 personnes depuis les marches du Capitole de Montgomery. Johnson envoya ce même jour une loi sur les droits de vote au Congrès.

Cette même nuit, sur la route 80 près de Montgomery, des membres du Klan tuèrent Viola Liuzzo, une femme de 39 ans de Detroit, mère de cinq enfants, qui conduisait à leurs domiciles des marcheurs. Le Voting Rights Act fut adopté à une très forte majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. La loi fut signée par Johnson le 6 août 1965.

Entre 1965 et 1968, 740 000 nouveaux électeurs afro-américains s'enregistrèrent dans le Sud profond. Le pilier central de Jim Crow était détruit et, avec lui, le régime de ségrégation légale qui avait prévalu pendant 70 ans. □



elle était déterminante. Elle se produisit après que la « loi sur les droits civiques » signée le 2 juillet 1964 eut interdit dans tous les Etats-Unis la ségrégation dans les lieux publics, sur les places publiques et dans les écoles. Cette loi, qui interdisait aussi les discriminations à l'emploi, ne traitait pas du droit de vote.

<sup>1</sup> Cité par Stetson Kennedy dans son « Introduction à l'Amérique raciste », Editions Julliard, 1955. Aux Etats-Unis, ce livre, « Jim Crow Guide to the USA », n'a été publié qu'en 1990. Jim Crow est un nom donné aux Afro-américains dans une chanson. Les lois Jim Crow sont les dispositifs ségrégationnistes adoptés par les Etats et localités du Sud entre 1876 et 1965.

<sup>2</sup> Voir le reportage de Maurice Werther sur le Ku Klux Klan, « Les Tueurs de la Nuit », diffusé dans l'émission Panorama (archives de l'INA, <http://www.ina.fr/video/CAF86013802>). On y voit les assassins de Viola Liuzzo.

<sup>3</sup> Voir l'article « The Color of the Law. Droit de vote et "Southern way of life" », de Louis Menand, traduit et publié par le site Alencontre le 16 juillet 2013.

- « »

# 1964-1968, la révolte des ghettos

PAR GALIA TRÉPÈRE

*De 1964 à 1967, les discriminations, la misère, les violences racistes et policières conduisirent à une suite d'explosions de colère de la population noire dans toute une série de ville des Etats-Unis.*

« Ce fut précisément pendant ces années 1964-65, au cours desquelles le Congrès votait les lois sur les droits civiques, qu'eurent lieu de nombreuses émeutes à travers tout le pays : en Floride, après l'assassinat d'une femme noire et une menace d'attentat à la bombe contre un lycée noir ; à Cleveland, lorsqu'un prédicateur noir fut tué alors qu'il protestait pacifiquement contre la discrimination raciale dans la profession du bâtiment ; à New York, quand un jeune noir de quinze ans fut abattu au cours d'une altercation avec un policier en dehors de son service. Rochester, Jersey City, Chicago et Philadelphie connurent également des émeutes. »

La coïncidence relevée par Howard Zinn dans son « Histoire populaire des Etats-Unis » n'est pas fortuite. L'Etat fédéral, contraint par près de dix années de mobilisations du mouvement des droits civiques, s'était résolu à faire disparaître tout l'échafaudage des lois ségrégationnistes qui existaient dans le Sud. Mais partout, dans les grandes villes, et sans qu'il y eut de ségrégation officielle – c'était le cas dans le Nord –, le racisme et les exactions des racistes, les insultes, les brutalités de la police qui allaient parfois jusqu'à l'assassinat, étaient le lot quotidien de la population noire.

## RACISME ET QUESTION SOCIALE

S'ajoutait à cette violence la misère qui sévissait dans les ghettos. Selon un rapport gouvernemental établi en 1967 après les émeutes, le rapport Kerner, 35 % des Afro-américains vivaient en-dessous du seuil de pauvreté. 44 % étaient logés dans des taudis infestés de rats. Le président Johnson avait mis en place un « programme contre la pauvreté » mais l'Etat ne voulait pas consacrer les quelques millions qui auraient suffi à rendre les logements salubres, alors qu'il dépensait des milliards pour la guerre au Vietnam. L'inégalité, l'infériorité de la situation faite aux Noirs

était de la même façon exprimée par toutes les statistiques concernant les conditions de vie, la mortalité infantile, la santé, l'accès à l'éducation, le taux de délinquance...

Les Noirs ont eu beau conquérir des droits sur le papier, ils demeurent la fraction de la population la plus pauvre, exclue des progrès techniques, économiques, culturels. L'injustice sociale se confond avec la discrimination raciale.

En août 1965, le quartier de Watts à Los Angeles s'insurgea à la suite de l'arrestation de deux automobilistes noirs pour conduite en état d'ivresse : la répression fut terrible. 34 personnes perdirent la vie au cours de ces émeutes, il y eut un millier de blessés. En 1966 c'est d'abord Chicago qui fut touchée, puis Cleveland, Dayton, San Francisco, Atlanta et Omaha, l'année suivante Boston, Nashville, Cincinnati, Newark, Milwaukee et Detroit.

Entre 1964 et 1968, 257 villes des États-Unis furent touchées par 329 émeutes au cours desquelles plus de 50 000 personnes furent arrêtées, plus de 8 000 blessées et 220 tuées, la plupart des civils afro-américains. Furent employés dans la répression des armes lourdes, des voitures blindées, des hélicoptères.

En 1968, quand Martin Luther King fut assassiné, des centaines de villes se soulevèrent presque simultanément.

## LES ÉMEUTES DE NEWARK ET DÉTROIT

Un historien de l'université de Berkeley en Californie, Robert L. Allen, a fait un récit relativement détaillé du soulèvement de Newark, au mois de juillet 1967. Dans cette ville du New Jersey de 400 000 habitants, proche de New York, les Noirs représentaient plus de 50% de la population, vivant le plus souvent dans des taudis dans un centre-ville déserté par la bourgeoisie blanche et les classes moyennes. Ils n'occupaient aucun poste de décision

dans les institutions locales.

« Trois séries d'événements, indique R. L. Allen, allaient ouvrir la voie à la révolte :



les brutalités policières, les développements de la bataille pour l'intégration scolaire et ceux de la politique du logement. »

En 1965, le CORE (Congrès pour l'égalité des races) avait organisé une manifestation contre les brutalités policières et revendiqué la mise en place d'un conseil civil pour contrôler la police. Le maire avait refusé mais dû admettre la présence dans la police d'un « petit groupe d'individus indisciplinés ». Ensuite, alors qu'un candidat noir s'était proposé pour remplacer le secrétaire du bureau de l'Education démissionnaire et que toute la communauté noire de la ville jugeait que sa nomination à ce poste allait de soi, le maire nomma un Blanc, moins diplômé. Enfin, une vive effervescence était causée par le projet d'implantation de

l'école de médecine de l'Etat de New Jersey au centre de Newark, qui devait conduire à l'expulsion de centaines de familles noires.

C'est dans ce contexte que survint le soulèvement, à la suite de l'arrestation et du passage à tabac par la police d'un chauffeur de taxi noir, le 12 juillet 1967. La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre et une foule en colère se rassembla autour du poste de police. Une délégation de militants des droits civiques se fit admettre dans le poste de police, fit hospitaliser le chauffeur de taxi et à sa sortie tenta d'apaiser la foule. « Mais déjà, raconte R.L. Allen, la

crédit, aux téléviseurs médiocres vendus au prix des meilleurs appareils, aux balances truquées, à la viande et aux légumes de mauvaise qualité. Le cri général était : cela m'est dû. Mais il était superflu d'argumenter. Les gens qui, en temps habituel, respectaient la loi parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement se sentaient maintenant libres d'agir en fonction de la loi telle qu'elle aurait dû être selon eux.

« L'intéressement matériel était à la base de cette action de masse. Les magasins offraient aux gens le plus court chemin pour prendre ce qu'ils jugeaient être à eux. Les alcools étaient un de leurs objec-

tifs prioritaires, et la décision du gouverneur de l'Etat de mettre la ville au régime sec, prise le vendredi matin, venait un peu tard. Mais l'alcool était bien loin d'être le seul objectif. Des garçons qui manquaient de vêtements en ramenèrent plus qu'ils n'en avaient jamais eu à eux. On transportait dans les logements des matelas pour remplacer ceux de mauvaise qualité ou hors d'usage achetés à crédit. On emportait dans des char-

rettes des téléviseurs, des ferrures, des tables, des chaises, des battes de baseball, de la vaisselle et d'autres biens ménagers. Les gens marchaient, couraient avec leurs nouveaux biens, ou les poussaient. Sans doute y avait-il là des gangsters et des vagabonds noirs en liaison avec la pègre blanche, mais la grande majorité des gens s'emparaient seulement des objets dont ils avaient besoin pour eux. Et s'il y eut si peu de conflits pour savoir à qui revenait tel ou tel objet c'est que, pour une fois, il y avait assez pour tous. »<sup>1</sup> Le 14 juillet au matin, deux jours après le début du soulèvement, 3000 gardes nationaux et 500 hommes de troupes de l'Etat, tous blancs, pénétraient dans la ville. « Sous prétexte de faire la chasse aux tireurs noirs cachés, précise Allen, les troupes ouvrirent le feu sur toute la population noire de Newark, indistinctement ;

Hayden en témoigne [...] La terreur blanche fit plus de 20 morts parmi les Noirs, dont 6 femmes et 2 enfants. Beaucoup furent tués alors qu'ils se trouvaient debout ou assis devant leurs maisons, ou dans le cours de leurs activités normales. Le corps d'un jeune Noir était criblé de 45 balles. »

A Detroit, l'émeute commença lorsque des policiers tentèrent d'arrêter les clients d'un bar organisant une fête pour le retour d'un vétéran du Vietnam. Voici ce qu'en dit Daniel Guérin qui en souligne la spécificité :

« Dans cette immense cité industrielle, les travailleurs de l'industrie la plus avancée, celle de l'automobile, Blancs et Noirs se côtoient ou s'entremêlent. Les relations interraciales y sont moins tendues, le niveau de vie du ghetto relativement plus élevé qu'ailleurs. Certains Noirs, en vertu de leur ancienneté à l'usine, ne gagnent pas moins de trois dollars de l'heure, possèdent maison, voiture, réfrigérateur et télévision. Et pourtant Detroit a été transformé en un champ de bataille. Toute l'activité du centre de la ville a été paralysée, vingt mille policiers et soldats ont participé à la répression, il y a eu quarante morts, mille blessés, plus de quatre mille arrestations, suivies d'odieuses brutalités policières, de gigantesques dégâts matériels, tout un quartier aux murs calcinés à reconstruire. La "reprise" des marchandises y a revêtu une forme primitive de redistribution communautaire, effectuée dans la bonne humeur, la joie d'être libéré des frustrations accumulées. La colère de la foule ne s'est déchaînée que contre l'autorité représentée par les forces dites de l'ordre. Il y a eu peu d'incidents entre civils blancs et noirs. Au contraire, des centaines de Blancs ont participé, au coude à coude avec les Noirs, à la "reprise" des marchandises et à la lutte contre les flics. Dix pour cent des personnes arrêtées ont été des Blancs. Parmi eux, il y avait des originaires du Sud. Ils n'ont pas pris position contre les Noirs. Ils n'ont pas fait mine de défendre le pouvoir blanc. »<sup>2</sup>

A Detroit, la répression fit 43 morts et 1189 blessés et il y eut 7200 arrestations. Une réaction des autorités à la mesure de la peur que suscitait l'éventualité d'une contagion aux travailleurs blancs. □

<sup>1</sup> Tom Hayden, « Rebellion in Newark, Official violence and ghetto response », Vintage Books, 1967, pages 29-30 et 32-33, cité par Robert L. Allen, « Histoire du mouvement noir aux Etats-Unis », petite collection Maspero, 1971, page 132.

<sup>2</sup> Daniel Guérin, « De l'Oncle Tom aux Panthères », éditions 10/18, 1973, pages 245 et 246



Détroit 1967 : les tanks dans la ville. DR.

situation leur échappait. » Des jeunes lancèrent toutes sortes de projectiles sur le poste de police. La police, chargea et dispersa les manifestants. Il y eut quelques pillages, mais limités.

Le lendemain, un meeting réuni devant le poste de police en signe de protestation contre les brutalités policières fut dispersé par une charge de police avec des matraquages très violents et des insultes racistes. Cette répression fut suivie par un pillage généralisé auquel participèrent des milliers de personnes, sous l'œil bienveillant de milliers d'autres. En voici un témoignage rapporté par R.L. Allen dans son livre :

« Les gens votaient avec leurs pieds l'expropriation de biens auxquels ils estimaient avoir droit. Ils détruisaient les magasins aux contrats frauduleux de vente à

# Le peuple afro-américain à la recherche des voies de son émancipation

PAR GALIA TRÉPÈRE

*Des premières révoltes d'esclaves aux soulèvements dans les ghettos, en passant par la mobilisation de masse pour la conquête des droits civiques, l'histoire du peuple noir des Etats-Unis recèle une richesse infinie d'expériences, d'élaborations et d'enseignements.*

**D**ans le cours même de la révolution noire des années 1955-1970, nombre d'organisations se sont créées, en rupture avec celles qui existaient déjà. Des débats virulents ont éclaté, des critiques acerbes ont été émises, mais dans une recherche passionnée des moyens de conquérir pour le peuple afro-américain son émancipation.

## LES ORGANISATIONS NOIRES AVANT LE MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES

Une des organisations noires les plus anciennes et influentes a été le NAACP (*National Association for the Advancement of Colored*, Association nationale pour le progrès des gens de couleur), créée par W.E.B. Du Bois et d'autres jeunes intellectuels noirs en 1909, à une époque où la terreur pour imposer aux Noirs la ségrégation faisait rage. La NAACP combattit toutes les formes de discrimination, mena des combats sur le terrain de la justice, prit la défense des Noirs victimes d'actes de violence. Elle eut plus de 540 000 adhérents au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Rosa Parks en était une militante comme beaucoup de militants du mouvement des droits civiques.

Alors que la NAACP militait pour l'intégration des Noirs, Marcus Garvey, né en Jamaïque en 1887, ouvrier dans une imprimerie devenu journaliste, formula après la Première Guerre mondiale le projet d'un « Empire d'Afrique » qu'il invitait à reconquérir. Il connut une popularité immense, jusqu'à compter plusieurs millions d'adhérents dans les années 1920-1921. On pourrait s'étonner qu'un tel rêve ait eu tant de succès, mais c'est qu'il exprimait pour la population noire la fierté de ses origines et la conviction qu'il n'y avait rien à attendre des Blancs. Garvey combattait la NAACP mais Du Bois, qui s'était tourné vers les idées marxistes et communistes,

rompit avec la NAACP lorsqu'elle refusa de lancer un appel du peuple noir américain aux Nations-unies, milita pour le panafricanisme et l'union des Noirs américains avec les Africains en lutte contre le colonialisme.

Elijah Muhammad, qui dirigeait la « Nation of Islam », défendait comme Garvey l'idée que Dieu était noir mais en prônant l'islam, il exprimait une rupture avec la religion chrétienne protestante, celle de l'esclavagisme. C'est dans cette organisation, après ses années en prison consacrées à la lecture et à l'étude, que Malcolm Little fit ses premières armes d'orateur et d'organisateur. Son père, un pasteur, avait été menacé en 1925 par un commando du Ku Klux Klan parce qu'il était partisan des idées de Marcus Garvey. Lorsque Malcolm se convertit aux idées des Black Muslims, il abandonna, comme eux tous, son nom d'esclave et devint Malcolm X.

## CONTINUITÉ ET RUPTURES

Dès le début du mouvement des droits civiques a émergé la personnalité de Martin Luther King, pasteur à Montgomery au moment du boycott des bus en 1955. Il avait alors 26 ans et sa vie s'est confondue avec ce mouvement jusqu'à son assassinat le 4 avril 1968.

Martin Luther King faisait profession de non-violence, sans aucun doute du fait de ses convictions religieuses mais certainement aussi pour des raisons tactiques. « *Martin Luther King, écrit Daniel Guérin, se défendit d'être un pacifiste et insista davantage sur les aspects concrets et positifs de ses méthodes de lutte que sur leur idéalisme. Sa non-violence n'était pas une méthode de lâcheté, mais de militantisme. Elle était au plus haut degré active et non passive.*

« [...] De fait, pour une minorité comme celle que forment les Afro-américains, minorité désarmée ou dont l'armement ne peut être que

disproportionné par rapport à celui de l'adversaire, officiel aussi bien que privé, la violence était aux yeux du pasteur une tactique téméraire. En outre, toujours selon King, elle risquait d'être non rentable, dans la mesure où elle indisposait la portion de l'opinion publique prête à s'indigner contre l'adversaire raciste qui, lui, lynche, terrorise et tue, massa-



Malcolm X. « Votre liberté ne peut attendre ! » DR.

crant jusqu'à des enfants.»<sup>1</sup>

Il fut durement critiqué par Malcolm X qui l'accusa d'être un « oncle Tom » utilisé par le pouvoir blanc au moment de la marche sur Washington qui rassembla 250 000 personnes le 28 août 1963. Malcolm X reprochait à King d'avoir traité avec Kennedy, d'avoir permis à celui-ci de récupérer la marche et de se présenter comme l'ami de la lutte des Noirs alors que l'Etat fédéral ne faisait rien contre les racistes.

Il fut critiqué aussi en d'autres occasions par les jeunes militants de la SNCC (coordination des étudiants non-violents) dont certains allaient devenir des dirigeants

des Black Panthers, comme Eldridge Cleaver, Stockely Carmichael ou Huey Newton. Cité par Daniel Guérin, Eldridge Cleaver lui rendit cependant hommage après son assassinat en rappelant « "la réaction furibonde" qu'il avait provoquée lorsqu'il avait "demandé l'arrêt des bombardements américains au Viêt-Nam du Nord, des négociations avec le Front de libération nationale et l'admission de la Chine aux Nations unies" [...] Il se peut qu'en définitive "King ait tout de même marqué l'Amérique, qu'il l'ait touchée en profondeur, et que c'est parce qu'il alla si loin que nous pourrions réussir dans notre lutte révolutionnaire". »<sup>2</sup>

C'est dans le mouvement des droits civiques que ces militants, influencés par les idées de Malcolm X, lancèrent le slogan du « Pouvoir noir » puis créèrent le parti de la Panthère noire.

### MALCOLM X

Malcolm X avait acquis un grand prestige auprès des jeunes révoltés des ghettos. Il leur transmettait la fierté d'être noirs, le sentiment de leur dignité, la volonté de conduire leur vie et d'échapper à la délinquance. Il exprimait la haine qu'ils ressentaient à l'égard des racistes et des Blancs. Il fustigeait les principes de la non-violence revendiqués par Martin Luther King. « *Il n'existe pas de révolution où on tende l'autre joue. Une révolution non-violente, ça n'existe pas.* »

Les Black Muslims revendiquaient un Etat noir. Il n'était donc pas question pour eux de participer au mouvement des droits civiques dont l'objectif était, selon eux, de se

faire accepter par les Blancs. « *Nous voulons que notre peuple dont les parents et grands-parents sont descendants d'esclaves puisse établir un Etat séparé ou un territoire qui leur appartienne sur ce continent ou un autre. Nous croyons que nos anciens propriétaires d'esclaves nous doivent cette terre.* »<sup>3</sup>

Comme toutes les organisations noires, les Black Muslims se renforcèrent énormément après la guerre. Ils purent se revendiquer de 150 000 membres et étaient présents dans 82 villes. Leur audience, en particulier celle de Malcolm X, était énorme. Le fait d'assurer leur auto-défense à travers leur service d'ordre, Fruit of Is-

lam, était très apprécié par la jeunesse noire.

Mais Malcolm X fut suspendu par Elijah Muhammad lorsque, après la mort de Kennedy, il fit une déclaration irrévérencieuse – Daniel Guérin traduit celle-ci par « La haine fait boomerang ». Il se trouva dès lors isolé, sans organisation, mais très populaire. Il fit plusieurs voyages en Afrique et se convainquit que les peuples coloniaux et le peuple afro-américain avaient un combat commun à mener contre l'impérialisme. Après sa rupture avec les Black Muslims, il abandonna leur sectarisme et chercha les moyens d'agir avec le mouvement des droits civiques et les Blancs favorables aux droits des Noirs. Il fut assassiné lors d'un meeting le 21 février 1965, à 40 ans, par des militants des Black Muslims, mais probablement le FBI y avait-il eu une part.

### LE BLACK POWER ET LES BLACK PANTHERS

Les idées de Malcolm X influencèrent des jeunes militants des droits civiques. Leurs slogans, « Freedom Now » (Liberté tout de suite) puis, à partir de 1966, « Black Power » (« pouvoir noir » ou « force noire »), exprimaient la révolte de la jeunesse noire et son impatience. Le « Black Power », c'était l'idée que les Noirs devaient former une force, contrôler eux-mêmes leurs villes, leurs quartiers, ne compter que sur eux-mêmes et pas sur une illusoire bienveillance des Blancs. De là aussi la nécessité de créer un parti noir indépendant. Ce que fut le parti de la Panthère noire, créé par Huey Newton, Eldridge Cleaver puis Stockely Carmichael. Convaincus d'avoir à affronter l'appareil de répression de l'Etat blanc, comme cela a été le cas au cours des émeutes, ils prônaient l'auto-défense, utilisant le deuxième amendement de la constitution américaine sur le port d'armes pour créer des patrouilles armées dans les quartiers noirs.

Travail d'implantation dans les ghettos, actions d'éclat et coup de poing, participation à des élections, élaboration théorique, le Black Panther Party a cherché à agir dans toutes les directions. Il a donné lieu également à un intense travail dans les prisons où se retrouvaient un grand nombre de jeunes qui avaient participé aux émeutes. Mais la répression féroce qu'il subit ne lui laissa pas le temps de développer pleinement ses possibilités. Beaucoup de ses membres furent assassinés ou contraints à l'exil.

### EN GUISE DE CONCLUSION

Les militants et organisations de la révolu-

tion noire n'avaient guère les moyens de dépasser les limites de leur époque, l'absence d'une perspective réellement socialiste, internationaliste, du fait des difficultés du mouvement ouvrier américain à créer un parti indépendant, du fait de la subordination de tous les partis communistes aux tournants de la politique stalinienne. Ils ont cherché une perspective du côté des forces politiques qui dirigeaient les révolutions anticoloniales, face aux ennemis qui leurs étaient communs, les colonialismes et l'impérialisme américain.

Mais de la même façon qu'il était impossible aux peuples coloniaux de conquérir une indépendance réelle sans s'engager dans le renversement du capitalisme, le peuple noir des Etats-Unis ne peut espérer en finir avec l'oppression raciale qu'en mettant fin à la domination de la bourgeoisie et en renversant le capitalisme. En effet, la discrimination raciale ne peut exister sans l'inégalité et l'exploitation sociales. Le racisme ne recouvre pas l'inégalité sociale mais il en est le complément. Les classes exploiteuses utilisent les différences pour justifier une plus grande exploitation, diviser les exploités entre eux, créer l'illusion d'une communauté d'intérêts qui naîtrait de la même couleur de peau, comme, ailleurs, de la même appartenance nationale.

La révolte des Noirs américains a eu un caractère extraordinairement subversif tant elle a affaibli l'impérialisme le plus puissant de la planète en lui ôtant sa crédibilité de puissance démocratique. Elle compte pour beaucoup dans la révolte de la jeunesse blanche, dans la défaite des Etats-Unis au Vietnam. Mais quel rôle encore plus formidable elle aurait pu jouer si elle avait trouvé une alliée dans la classe ouvrière blanche ! Ce n'est pas un hasard si toutes les tentatives d'unité entre travailleurs noirs et blancs ont toujours été féroce-ment combattues par les classes dirigeantes américaines, y compris par le pogrom, qu'il soit conduit par le Ku Klux Klan ou par d'autres. C'était de leur intérêt. Elles avaient conscience qu'il en allait de leur existence même.

Gageons que les conditions nouvelles créées par l'évolution économique et la révolution noire, comme par exemple la plus forte proportion de salariés noirs dans le prolétariat américain, rendront possible cette unité. □

<sup>1</sup> Daniel Guérin, « De l'Oncle Tom aux Panthères », éditions 10/18, page 204.

<sup>2</sup> Ibidem, page 208.

<sup>3</sup> Point 4 du « Muslim Program » de 1965.



# Des années 1970 à nos jours : répression, chômage, incarcération

PAR STAN MILLER

*Le début des années 70 a marqué l'apogée du Black Power, mais aussi le début d'une longue descente aux enfers pour le mouvement noir, marquée par la répression, la crise économique et la mise en place de l'incarcération de masse comme nouveau système oppressif. Cette dégradation du rapport de force a aussi provoqué un recul politique, de la défense d'une perspective pour la communauté noire dans son ensemble à la mise en avant de stratégies individuelles.*

**D**ans les stratégies de la classe dirigeante américaine pour s'assurer du maintien de l'ordre, le bâton a toujours tenu une place bien plus importante que la carotte : après les gains législatifs du mouvement des droits civiques, le mouvement noir a subi des assauts d'une grande violence de la part de l'Etat.

## LA DESTRUCTION DES ORGANISATIONS NOIRES PAR LA RÉPRESSION

Depuis les années trente et sa fondation, le FBI (Federal Bureau of Intelligence), agence fédérale de renseignement et d'enquête, a toujours eu pour but de surveiller les mouvements « séditionnels » (socialistes, communistes ou nationalistes noirs) à travers différents « programmes » de contre-espionnage comme, de 1956 à 1971, le COINTELPRO (« Counter Intelligence Program »).

J. Edgar Hoover, farouche partisan de la ségrégation et anticommuniste notoire, a dirigé le FBI de sa fondation en 1924 à sa mort en 1972. Suite à de nombreux scandales et au travail acharné de journalistes d'investigation, il est possible désormais de comprendre les méthodes et l'ampleur du système répressif : assassinats, implantation d'agents provocateurs, introduction de drogue dans les ghettos noirs, etc. L'implication directe et violente du FBI en a fait partie : par exemple, le 4 décembre 1969, le leader du Black Panther Party de Chicago, Fred Hampton, 21 ans, était abattu chez lui par des agents fédéraux grâce à des indices venant d'un informateur. Mille autres techniques furent cependant employées : le financement d'agents

provocateurs dans les mouvements pour les surveiller mais également pour encourager les scissions et querelles internes ; le fait de faire « fuiter » des informations sur les casiers judiciaires ou les frasques extra-matrimoniales de leaders du mouvement à des journaux « complices » ; le harcèlement policier afin de provoquer une résistance, impitoyablement écrasée. Les organisations noires les plus connues, comme le BPP (Black Panther Party) ou le DRUM (Dodge Revolutionary Union Movement), n'étaient pas préparées à un tel assaut répressif. La stratégie de confrontation violente du BPP et son manque de démocratie interne ont grandement facilité le travail du FBI. La confrontation violente a offert au FBI l'excuse nécessaire pour employer la force, et le fait de reposer sur quelques « leaders charismatiques » a désorganisé le groupe une fois ceux-ci en prison, morts ou en exil.

Si le FBI a été la principale agence impliquée, chaque agence de sécurité ou de renseignement locale, d'Etat ou fédérale se servait des mêmes méthodes. Dans les années 1980, afin de financer les Contras au Nicaragua, paramilitaires opposés au gouvernement de gauche sandiniste, la CIA alla jusqu'à organiser l'introduction et la distribution de cocaïne dans les ghettos noirs, ce qu'elle finit par reconnaître en 1998.

Pourquoi une telle répression de la part de la bourgeoisie américaine ? La répression a été à la mesure de la peur qu'elle a éprouvée à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix quant à la stabilité de

son système de domination. Au niveau international, après la victoire de la révolution cubaine en 1959 et l'échec des tentatives de reprise en main, la défaite américaine au Vietnam et le retrait des troupes US en 1973 après des années d'enlèvement signifiait la fin de la toute puissance américaine consécutive à la Deuxième Guerre Mondiale : un peuple peu armé, peu soutenu, avait réussi à vaincre la première armée du monde.

La défaite au Vietnam était également le produit du plus grand mouvement antiguerre que le monde ait connu : des manifestations de masse aux Etats-Unis, mais aussi des actions coup de poing, des désertions, sans oublier la contestation des soldats eux-mêmes, notamment afro-américains.

Sur la question noire, pendant presque une centaine d'années après la Guerre de Sécession (1861-1865), la ségrégation avait servi de verrou assurant la domination sur les Noirs. Mais le mouvement des droits civiques, par ses mobilisations de masse et ses victoires législatives, réveilla la faim d'égalité des Afro-américains, une égalité qui leur était pro-





mise depuis bien longtemps. Le *Black Power* signifiait l'approfondissement de cette menace, et si ses organisations restaient modestes en taille, elles signifiaient en fait une contestation bien plus profonde chez l'ensemble des Afro-américains.

Après avoir atteint son apogée au début des années soixante-dix, le mouvement noir fut sévèrement affaibli par la répression. Quand la crise économique surgit, et avec elle le chômage de masse et les attaques contre l'Etat providence se servant des Noirs comme boucs émissaires, les organisations radicales afro-américaines avaient soit cessé d'exister, soit perdu toute capacité à organiser la résistance.

usines sont délocalisées en Chine et au Mexique, ou au Sud des Etats-Unis où les droits syndicaux sont faibles, où les Afro-américains doivent faire face à la compétition des immigrés, notamment latino-américains, pour les emplois peu qualifiés qui restent. Ronald Reagan, président Républicain de 1980 à 1988, entama la destruction systématique de l'Etat-providence mis en place dans les années 1930. Afin d'obtenir le soutien des Blancs pauvres et de l'opinion publique, il désigna les Afro-américains comme les principaux « profiteurs » du système. Des mythes urbains, équivalents du « bruit et de l'odeur », se mirent en place, propagés par les médias, comme celui de la « reine de

prison et un Afro-américain sur 9 est derrière les barreaux ou sous contrôle judiciaire.

La mise en place de la « guerre contre la drogue » dans les années 1980 et 90 allait dans le sens de la stigmatisation à l'extrême des Afro-américains pour détruire l'Etat providence – tous les Noirs seraient des dealers et junkies profitant de l'assurance sociale – et constituait aussi une réponse au problème social que les Noirs représentent pour les classes dirigeantes : main-d'œuvre superflue dans un contexte de chômage de masse et moins corvéable à merci que les immigrants. L'emprisonnement de masse permet de faire disparaître le problème tout en envoyant le signal aux Noirs que chaque manifestation de révolte sera écrasée, chaque gain même formel sera escamoté. Toutes les administrations qui se sont succédées, Démocrates ou Républicaines, ont repris le flambeau de la « guerre contre la drogue ».

#### CRIMINALISATION D'UN CÔTÉ, QUOTAS DE L'AUTRE

Dans cette période de répression et de recul, les organisations radicales ont périéclité. Les organisations réformistes se sont concentrées sur la discrimination positive, l'idée d'avoir des quotas dans les grandes universités et les emplois à responsabilités pour qu'une minorité de Noirs puisse accéder à des études prestigieuses et à des postes de pouvoir.

Dans un contexte où les Noirs sont présentés comme des « profiteurs » et des « criminels », les organisations officielles préfèrent se concentrer sur la mise en avant de Noirs « modèles », issus des classes moyennes et cependant lésés par le racisme ambiant de la société américaine. La criminalisation de la grande masse des Noirs ne rencontre que très peu de résistance organisée.

L'élection d'Obama, qui a lui-même bénéficié de telles mesures, est le couronnement de cette stratégie de « discrimination positive », une Amérique qui ne « verrait plus les couleurs » (colorblind). Cependant, le mouvement BlackLivesMatter a mis en avant la situation que vit effectivement l'immense majorité des Afro-américains. □



En août 2014 à Ferguson, l'omniprésence des forces de répression. DR

#### UN NOUVEAU SYSTÈME OPPRESSIF

La crise économique des années soixante-dix frappa durement les Afro-américains, et servit également de prétexte à la mise en place d'un nouveau système oppressif : l'incarcération de masse<sup>1</sup>.

Dans un contexte de désindustrialisation, les premiers touchés par le chômage de masse sont les Afro-américains peu qualifiés et résidant majoritairement dans les zones urbaines où étaient installées les usines. La ségrégation urbaine, avec la dégradation des services publics, notamment de transport collectif, enferme les Noirs dans ces ghettos où il n'y a aucune opportunité économique. Les

l'assurance sociale » (welfare queen), mère noire de famille nombreuse qui empocherait des centaines de milliers de dollars d'allocations.

Commença alors la « guerre contre la drogue » : celle-ci consiste à mettre en prison des gens pour leur premier délit lié à la drogue – souvent la simple consommation –, parfois pour plusieurs années. Alors que 10 % des Américains consomment de la drogue chaque année, à travers toute une série de méthodes policières et judiciaires, ce sont les Afro-américains qui sont les plus arrêtés, fouillés, poursuivis et incarcérés. La population carcérale américaine a explosé : aujourd'hui, un adulte sur 100 est en

<sup>1</sup> Pour une étude détaillée de l'incarcération de masse, voir Michelle Alexander, « *The New Jim Crow* », *The New Press*, 2011.

# « Les vingt ans qui ont changé la CGT », un livre utile

PAR GEORGES UBBIALI

**D**u fait de son long passé historique, la CGT a fait l'objet de nombreux travaux et recherches, donnant lieu à la publication de multiples ouvrages. Mais, si l'on excepte le Hors série de *l'Humanité* (« 1895-2015. 120 ans de combats de la CGT »), ainsi que le dossier du précédent numéro de la revue *l'Anticapitaliste*, le drôle d'anniversaire (120 ans !) n'a pas donné lieu à une publication particulière.

Le livre de Leïla de Comarmond peut tout à fait jouer cette fonction. Publié en 2013, il ne prend pas en compte les derniers rebondissements des évolutions de la centrale (l'affaire le Paon, l'éviction du secrétaire général et l'élection de Philippe Martinez) mais permet néanmoins de se faire une idée assez précise de l'évolution de la CGT depuis deux décennies. Cela tient en grande partie à la personnalité de l'auteure. En effet, de Comarmond n'est ni chercheuse ni universitaire, mais journaliste. Elle a d'abord exercé ses talents dans le magazine spécialisé *Liaisons sociales*, avant de s'occuper, dans les années 80, de la rubrique syndicale dans le journal *Les Echos*. Ce quotidien relève de la presse économique à destination des « décideurs économiques », cadres et patrons. Ce n'est donc pas un support a priori favorable au syndicalisme et, a fortiori, à la CGT. Néanmoins, l'auteure a su faire preuve d'une grande sympathie à l'égard de son thème d'écriture, fournissant une précieuse approche du sujet. Retenons que son statut de journaliste se traduit, notamment, par une écriture très vivante et une manière très plaisante d'aborder son sujet. En effet, au fil des pages, le lecteur découvrira une analyse pénétrante, nourrie par de multiples portraits de militant-e-s, de dirigeant-e-s, sous des angles le plus souvent peu conventionnels ou méconnus, ainsi que des

anecdotes cocasses ou des scènes inattendues. Bref, avec *Les vingt ans qui ont changé la CGT*, on est loin d'un pesant pensum universitaire dont la complexité en réserve la lecture au monde académique.

Si ce livre est donc à mettre entre toutes les mains, son propos n'en est pas moins sérieux et fort bien documenté. Le plaisir de lecture n'invalide pas la profondeur de l'analyse. En effet, comme le titre l'indique, de Comarmond ne se limite pas à rapporter anecdotes et faits saillants, elle inscrit ce matériau dans une thèse, celle de l'évolution de la CGT.

## LA FIN DE L'HÉGÉMONIE STALINIENNE

Elle part du constat qu'après la chute du

mur de Berlin, en 1989, la centrale s'est trouvée brutalement privée de la ressource que constituait l'existence d'un « modèle » alternatif, celui du socialisme réellement existant. L'existence du système soviétique avait comme conséquence, au niveau hexagonal, la prédominance du PCF sur le monde syndical, au moins sur la CGT. Cette hégémonie sur la plus ancienne centrale syndicale du pays est fort bien analysée par le livre de Michel Dreyfus (*Histoire de la CGT, Complexe, 1999*). L'impulsion pour se démarquer de cette confusion entre le parti et le syndicat provient de Louis Viannet. D'un certain point de vue d'ailleurs, une partie importante du livre peut se lire comme un hommage rendu à « Loulou »,

comme l'appellent familièrement ses camarades. C'est sous son égide, en effet, que les premiers actes d'évolution de la CGT, les premières ruptures avec son passé en liaison avec le mouvement communiste, s'effectuent. Accessoirement, un second homme va jouer, dans les coulisses (impliquant d'ailleurs des banquets avec la haute fonction publique ou les représentants du patronat), un rôle important, d'autant qu'il restera dans les instances dirigeantes une fois Viannet parti, Jean-Christophe Le Duigou. Ce changement allait se traduire au fil des ans sous de nombreux aspects, sur lesquels l'auteure fournit des informations souvent inédites : la distanciation avec l'univers communiste aboutit à une place moins décisive dans le recrutement de l'appareil, la figure du secrétaire général illustrant cette modification ; les rapports avec les autres organisations (de manière évolutive, selon les périodes) manifestent une attitude nettement moins hégémonique, aboutissant, entre autre, au développement des intersyndicales, notamment à l'occasion de grandes mobilisa-



Leïla de Comarmond, *Les vingt ans qui ont changé la CGT*, Paris, Denoël, 2013, 464 pages, 24,50 euros

tions sociales, comme sur les retraites. Par ailleurs, après bien des déboires, la CGT finit par se faire intégrer dans le syndicalisme européen, malgré des difficultés d'intronisation par la CFDT. De même, la CGT commença à insister de manière plus importante sur la négociation, dans une relations d'administration trouble pour les résultats de la CFDT.

Bernard Thibault, en prenant les rênes de la centrale, accentua encore ce réaligement syndical, au risque parfois de se brûler les ailes. En effet, en 2005, la position qu'il défendit au

pas cette question de manière décisive, voire le fait avec une certaine ambiguïté, derrière l'aggiornamento de la centrale se cachait la recherche de nouveaux référents idéologiques et celle d'un rapport renouvelé au politique.

En effet, rompre avec le PCF est une chose, indispensable et nécessaire pour un développement du syndicalisme. Mais en même temps, la direction de la CGT exprimait une tendance marquée à un pragmatisme certain, tendant à gommer la radicalité de l'action syndicale au nom d'une indépendance

de leur organisation, se lançant dans une guerre intestine contre certains des prétendants à la succession.

Le résultat est connu : c'est Thierry Lepaon, le candidat que personne ne souhaitait (il va sans dire que dans cette sombre affaire, les militant-e-s ont été totalement dépossédé-e-s). Le même Lepaon sera victime quelques mois plus tard d'un règlement de compte, pour une histoire dans plus pure illustration du fonctionnement bureaucratique, dont l'onde de choc continue de fragiliser la CGT.

Certes, cette fin n'était pas nécessaire-



Dans la manifestation intersyndicale du 9 avril 2015 à Paris, contre l'austérité et la loi Macron. Photothèque rouge/JMB.

moment du vote du Traité constitutionnel européen, au nom de l'indépendance à l'égard des partis politiques, était minoritaire au sein du parlement de la CGT.

#### **GOMMER LA RADICALITÉ AU NOM DE L'INDÉPENDANCE**

En fait, et c'est là sans doute la limite de l'approche journalistique, qui n'aborde

nécessaire.

Symptomatique apparaît ainsi l'épilogue. En effet, le lecteur possède le bénéfice de savoir comment l'histoire s'est terminée, puisque cet épilogue porte sur les conditions de passation entre Bernard Thibault et celle (ou celui) qui était destiné à lui succéder. En une vingtaine de pages, de Comarmond dresse le portrait de dirigeants coupés

ment inscrite lorsque Leïla de Comarmond concluait son livre en 2013. Il n'empêche, ces soubresauts soulignent à leur manière les pesanteurs qui continuent de fragiliser la CGT, à un moment où l'outil syndical est plus que jamais indispensable pour résister à la régression vers laquelle tend la gestion du gouvernement socialiste. □

# Chine : apocalypse écologique et crise multiforme

PAR HENRI WILNO



Les Bourses chinoises plongent depuis la mi-juin 2015. Au désespoir des millions de personnes que le régime avait poussé à « investir ». DR.

« C'est le seul moyen d'attirer l'attention du gouvernement. Jusqu'ici, ils n'ont pas tenu compte de nous », a déploré Li Jiao, un riverain du site de l'explosion qui a ravagé le port de Tiansin en Chine, pour expliquer pourquoi il manifestait.

Cette catastrophe n'a en soi rien d'exceptionnel pour ce pays. En 2014, une autre explosion dans une usine de pièces d'automobiles avait fait 146 morts. En 2013, ce sont 119 personnes qui avaient disparu dans l'incendie d'un abattoir de volailles. Les profits passent avant la sécurité et les contrôleurs sont corrompus. Mais Tiansin s'insère dans un contexte où le « modèle chinois » semble bien ébranlé.

Bon nombre d'indicateurs économiques sont en effet en berne. Le ralentissement de la production industrielle, celui des exportations et des importations jettent un doute grandissant sur l'objectif officiel d'une croissance de l'ordre de 7 % en 2015. Pourtant, des mesures successives d'assouplissement du crédit ont été prises pour soutenir l'activité.

Le développement des marchés boursiers a été encouragé pour donner un canal supplémentaire de financement aux entreprises et aussi permettre à ceux des particuliers qui le peuvent de placer leur argent. Non seulement les couches enrichies de la population mais des Chinois dotés de revenus moyens s'y étaient précipités en n'hésitant pas à s'endetter : pour ces derniers, la Bourse apparaissait comme un moyen d'arrondir leurs économies pour, notamment, compenser les insuffisances du système

de protection sociale et de retraite.

Ce sont eux qui ont été les principales victimes de la baisse de 32 % enregistrée en juillet par la Bourse de Shanghai, qui continue de connaître des soubresauts. Enfin, pour ce qui est de la devise chinoise, bien que le discours officiel justifie la dévaluation du mois d'août comme une simple adaptation aux réalités du marché des changes, elle a aussi jeté l'inquiétude sur l'état réel de l'économie et son impact sur une économie mondiale toujours flageolante.

Les coûts sociaux et écologiques de la croissance chinoise sont énormes. Les entreprises qui travaillent en Chine ont de facto le droit de polluer l'eau, l'air et le sol et de ne pas se soucier de la santé des salariés et des populations qui habitent à proximité. Les ressources naturelles fondamentales (terre, eau, air, etc.) sont dégradées et gaspillées au-delà des coûts inévitables du développement.

Jusqu'à présent, la direction chinoise pouvait d'une certaine façon présenter les dommages sociaux et écologiques comme la contrepartie, qui serait surmontée, d'une croissance économique impétueuse qui améliore le niveau de vie de la grande masse de la population. Parmi les commentaires occidentaux, nombreux étaient ceux qui, à l'instar de l'économiste français Michel Aglietta (voir « Où va la Chine ? », revue *l'Anticapitaliste/Tout est à nous* d'avril 2013), ne cachaient pas leur admiration devant un pouvoir supposé capable de conduire progressivement la Chine sans à-coups

graves vers une économie libéralisée et la « société harmonieuse », objectif mis en avant par le Parti communiste chinois depuis 2007.

La présomption du PCC, c'est de croire qu'il peut aller vers le capitalisme en s'épargnant les crises inhérentes à ce système. Mais il n'est pas de capitalisme sans crise et, dans cette nouvelle situation, comme le déclarait un spécialiste de la Chine dans *Les Echos* du 13 août « les autorités chinoises semblent déconcertées ». Car au-delà, des indicateurs économiques, la question sociale inquiète les dirigeants.

Les statistiques sur les « incidents de masse » (terme officiel pour définir grèves, manifestations et toute sorte de troubles collectifs) ne sont plus publiées. Signe de l'inquiétude sur les effets du ralentissement de la croissance, le Premier ministre Li Keqiang a réaffirmé, le 10 juin dernier, sa volonté de tout faire pour combattre le chômage. Pourtant, officiellement, il stagne à 4,05 % de la population active mais, en fait, dans certaines régions, il atteindrait 10% !

En février dernier, le président Xi Jinping a décidé d'organiser quatre grands défilés militaires durant les prochaines années. Le premier aura lieu ce 3 septembre, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cet étalage de la puissance du nouveau capitalisme chinois se déroulera dans un climat plus incertain qu'il n'avait été envisagé. □